

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

A GRENOBLE

## La Bourse du travail est ravagée par un attentat

LIRE PAGE 30

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Le président Assad à Moscou

#### BAISSE DU TAUX DES BONS DE TRAVAIL ET DES COMPTES

### PAKISTAN : le premier ministre fait face à de nouvelles émeutes

Malgré la proclamation, jeudi 21 avril, de la loi martiale dans quatre grandes villes du Pakistan, vingt-cinq personnes au moins ont trouvé la mort au cours des affrontements de vendredi entre les forces de l'ordre et les manifestants qui réclament la démission du premier ministre et la tenue de nouvelles élections. L'opposition, regroupée au sein de l'Alliance nationale pakistanaise, estime que la consultation nationale du 7 mars a été entachée d'irrégularités.

#### Le dernier recours de M. Bhutto

par GERARD VIRATTE

M. Bhutto joue ses dernières cartes. Toute solution politique se révèle impossible devant le refus de l'opposition, rassemblée de mouvements conservateurs sinon réactionnaires, islamiques voire obscurantistes et régionalistes, de négocier avec le chef du gouvernement. Celui-ci a donc fait instaurer, jeudi 21 avril, la loi martiale et chargé l'armée de rétablir l'ordre dans les quatre grandes villes du pays, Karachi, Lahore, Hyderabad et Lyallpur. Il a interdit toute activité publique, imposé le couvre-feu qui a cependant été levé à l'heure de la prière dans les mosquées, l'ordre de grève générale lancé par l'opposition et n'est pas parvenu à manifester contre le régime. L'ultime tentative de M. Bhutto pour sauver son régime en imposant la loi martiale dans les agglomérations les plus affectées par les troubles meurtriers depuis sept semaines, a donc échoué. La journée de vendredi a été la plus sanglante.

### ÉTHIOPIE : le soulèvement marque des points en Érythrée

Un porte-parole du Front de libération de l'Érythrée a annoncé, le 22 avril, au Caire, qu'une nouvelle ville de la province, celle de Tessenet, située à 18 kilomètres de la frontière soudanaise, était tombée aux mains des maquisards érythréens. A Addis-Abeba, un porte-parole du gouvernement militaire a démenti les récits exagérés de la marine égyptienne en mer Rouge. Ces manœuvres, a-t-il ajouté, « étaient d'une telle ampleur qu'elles ne peuvent qu'annoncer la transformation de la mer Rouge pacifique en zone de conflit par les régimes réactionnaires arabes de la région ».

#### Cinq ennemis pour une armée

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

L'avenir immédiat de toute une partie de l'Afrique, et non des moindres, dépend désormais d'un mystère. L'évolution de la « corne orientale », où s'accroissent chaque jour de nouveaux dangers, résultent des situations internationales et des complots — exécutés par l'arrivée de Djibouti au sein de l'indépendance — sont largement suspendues au cas éthyopien. Et quel cas ! Récemment, une révolution auroit décapité tant d'observateurs, irrités tant de diplomates. Chaque dénouement ? Dictature militaire ? Terreur jacobine ? Depuis le début de l'année, treize-quinze mois après le début du mouve-

### ITALIE : les policiers autorisés à répondre par le feu aux manifestants armés

Après les incidents qui ont coûté la vie jeudi 21 avril à un policier, le gouvernement italien a interdit toutes les manifestations de rue à Rome jusqu'à la fin de mai. D'autre part, les forces de l'ordre pourront désormais user de leurs armes contre les manifestants qui tiennent les premiers.

De notre correspondant Rome. — En annonçant les mesures décidées par le gouvernement pour faire face à la montée de la violence, M. Francesco Cossiga, ministre italien de l'Intérieur, a dit : « Ce n'est plus un appel que je lance, mais un avertissement. Les manifestations ou cours desquelles on utilise des cocktails Molotov et des pistolets seront considérées comme des agressions graves contre l'État, et les forces de l'ordre réagissent en conséquence. »

### sur l'importance économique de la défense

Le commandant suprême des forces armées, le général de Gaulle, a déclaré jeudi 21 avril à Paris, au Conseil national de la Défense, que la défense militaire n'est pas une fin en soi, mais un moyen de garantir la prospérité économique et la stabilité sociale. Il a souligné que la défense doit être adaptée aux besoins de la société et que la dépense militaire doit être contrôlée.

## eguet

### UIT DES MAISONS A ST-WITZ BOUFFEMONT

La page ainsi tournée peu avant la rencontre du président Assad avec M. Carlier, prévue le 9 mai à Genève, semble le chef de l'État syrien se soit arrêté à la veille d'une partie délicate. Constant l'existence de relations privilégiées entre l'Égypte et les États-Unis, ne pouvant oublier que, sur le Golan, aucune partie importante des territoires perdus n'a été restituée, la Syrie, qui pratique l'accord de diviser pour régner, a récemment dans le Liban fait en sorte que ses alliés chrétiens ne puissent venir à bout de leurs adversaires palestiniens. Elle satisfaisait du même coup F.U.R.S.S. Dans le communiqué commun publié vendredi, les deux pays réclament la convocation de la conférence de Genève « le plus tôt possible » avec la participation « des deux camps et sur un pied d'égalité » de F.O.L.P., « représentant légitime du peuple palestinien ».

### Domaine de Montmédan

Domaine de Bouffémont

### L'Argentine déchirée par des luttes de clans

Les disparitions de nombreux journalistes, la démission des directeurs de « La Opinion », l'arrestation, vendredi 22 avril, de M. Robert Cox, ressortissant britannique et directeur du journal de langue anglaise, « Buenos Aires Herald », accroissent l'inquiétude en Argentine.

Vendredi, également, dix militants de gauche ont été tués, au cours d'affrontements avec les forces de sécurité dans des localités proches de la capitale, annonce un communiqué gouvernemental. Cependant, les militaires au pouvoir paraissent divisés.

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

manière. Il était très lié avec les responsables d'un des journaux les plus prestigieux d'Amérique latine, le quotidien *la Opinion*, qui a néanmoins démenti formellement la participation du financier dans la société éditrice du journal. Enfin, circonstance malheureuse dans un pays où l'antisémitisme a de nombreux militants : le banquier, aujourd'hui disparu, s'appelait David Graiver au sein de la société qui édite le journal *la Opinion*, si l'on en croit ceux qui exploitent le scandale.

### AU JOUR LE JOUR

#### Les pavés d'antan

Tandis qu'en Italie le printemps s'échauffe dangereusement, les fantômes échoyants de mai 68 échoyants à la télévision française des propos d'anciens combattants nostalgiques.

### es éditions sociales

#### LES TRIANDS DU PATRONAT

préface de Georges Seguy

1 vol. 36 frs

### ARCHITECTURE NOUVELLE

#### « Achelemes » à l'ère du raffinement

De quel côté bouge l'architecture en France ? Du côté du logement social. C'est un fait nouveau. Les « Achelemes », secteur de pointe de la recherche architecturale. Habitat en pyramides, en terrasses, maisons individuelles groupées ou superposées... autant de formes qui refusent les « tours » et les « boîtes » somnolentes, changent le paysage urbain, donnent un peu plus à ceux qui, habituellement, reçoivent le moins.



## AMÉRIQUES

### L'Argentine déchirée par des luttes de clans

(Suite de la première page.)

Le général a répondu qu'il souhaitait seulement que la procédure soit menée autrement que par des enlèvements. Ce n'est pas le général Videla qui a fait le coup d'État, mais le général Galtieri, dit-il, qui a dirigé les opérations contre les guérilleros de Tucumán, avant de commander le coup d'État. Le général Videla a demandé un tribunal d'honneur pour juger l'attitude du général Lanusse dans l'affaire Gralver.

De telles péripéties n'ont de sens qu'en fonction de la personnalité de l'ancien président. Le général Lanusse passe pour libéral. Il a manifesté son hostilité aux méthodes de répression, et ses craintes devant un éventuel régime totalitaire. Il se situait, lui-même, au centre gauche, selon ses accusateurs de la *Nueva Provincia*. Ils affirment que M. Sajan était le cerveau d'une stratégie visant à rendre populaire l'ancien chef de l'État.

A travers le général Lanusse, est-ce le général Videla qui est visé, ou tout au moins le courant modéré qu'il est censé incarner ? Certains commentateurs l'affirment, mais se gardent bien de l'écrire. Les explications sur les débats internes du système ne sont pas de mise, en effet, dans une presse qui reste théoriquement libre, mais qui peut être à tout instant saisie, et dont beaucoup de rédacteurs ont disparu ces derniers mois. Les avis sont néanmoins quasi unanimes. Le chef de la ligne ultra n'est plus le général Benjamín Menéndez, commandant la troisième armée d'Argentine à Córdoba, mais son homologue de Buenos Aires, le général Suarez Mason, plus opposé au général Roberto Videla, chef d'état-major de l'armée, qu'au chef de l'État lui-même, car c'est le général Videla, qui est la tête politique du régime.

De tels affrontements de palais prendraient évidemment leur intérêt si les projets d'ouverture de l'actuel gouvernement étaient clairement définis. Or ils ne le sont guère. Le général Videla a affirmé solennellement que les militaires n'étaient pas destinés à rester indéfiniment au pouvoir. Selon un homme du sérail, les chefs des trois armées, le général Videla, armée de terre, le général Emilio Massera, marine, et le général Orlando Agosti, aviation, se seraient engagés à laisser la place en mai 1978. Le président de la République a réaffirmé le 15 avril, son hostilité à un régime de style corporatiste, et plaidé en faveur d'une démocratie qui reprendrait ses droits dans les municipalités.

Il a reçu récemment les membres de la commission épiscopale, et il dialogue fréquemment avec les hommes politiques, voire avec les intellectuels. Il a insisté plusieurs fois sur la nécessité d'une convergence entre civils et militaires. Il est favorable à une ouverture qui consisterait, affirme-t-on, à centraliser et à légaliser la répression contre le terrorisme.

Mais la répression ne vise pas seulement les guérilleros. Elle touche aussi les syndicalistes, dont l'action est assuée, peu ou prou, à l'agitation entretenue par les militaires. Elle sert parfois à une stratégie économique qui a consisté à diminuer de moitié, en un an, les salaires réels des travailleurs. L'Argentine vivait-elle au-dessus de ses moyens ? Les militaires ont-ils été contraints de remettre de l'ordre dans un pays que Mme Peron avait conduit au bord de la banqueroute ? Personne ne le sait. Mais — paradoxe permanent de l'Argentine — la récession inscrite dans les chiffres n'apparaît pas dans la vie quotidienne de la capitale. Le produit national a baissé de 3 % en 1976 et de 5 % ces deux dernières années. Les salaires réels ont diminué de 48 % entre janvier et décembre 1976, et ils ont été réduits au quart ou au tiers de ce qu'ils étaient il y a trois ans.

« Il y a eu transfert des revenus des salariés vers les non-salariés », affirme le *Journal Clarín*. Un tel transfert expliquerait la République a réaffirmé le 15 avril, son hostilité à un régime de style corporatiste, et plaidé en faveur d'une démocratie qui reprendrait ses droits dans les municipalités.

Il a reçu récemment les membres de la commission épiscopale, et il dialogue fréquemment avec les hommes politiques, voire avec les intellectuels. Il a insisté plusieurs fois sur la nécessité d'une convergence entre civils et militaires. Il est favorable à une ouverture qui consisterait, affirme-t-on, à centraliser et à légaliser la répression contre le terrorisme.

#### États-Unis

### M. Carter s'efforce de rassurer ses concitoyens sur les conséquences de son programme énergétique

Washington. — M. Carter a tenu une fois de plus, au cours de sa conférence de presse télévisée de vendredi, à mobiliser l'opinion à l'appui de son programme énergétique. Le président, qui est apparu trois fois sur le petit écran au cours de cette semaine de l'énergie, a déclaré, commençant lundi par une « sauterie au coin du feu », a reconnu lui-même que sa « campagne d'éducation » avait atteint un point de saturation. Le conditionnement de l'opinion ne fait pourtant que commencer.

Le Maison Blanche prépare une nouvelle campagne de relations publiques s'étendant sur six mois à un an. L'objectif essentiel est de pousser à l'action un Congrès qui, dans le passé, a toujours manifesté une exceptionnelle force d'inertie quand il avait à se prononcer sur des mesures restrictives en matière d'énergie. Il est difficile cependant que le Congrès arrive, d'ici à la fin de l'année, à adopter la législation nécessaire pour la mise à exécution du plan Carter.

Le président a résumé ainsi ses propositions : « Tout le produit des taxes sera redistribué au grand avantage de ceux qui y ont droit. Et de ce fait la consommation tombera bien au-dessous des prévisions. » Il a indiqué que si son plan est mis à exécution, les importations de pétrole, qui au rythme actuel devraient atteindre 10 millions de barils (1) par jour en 1985, seraient réduites à 6 millions de barils par jour. Le président a laissé entendre que le produit des nouvelles taxes — qui serait de l'ordre de 70 milliards de dollars en 1985 — pourrait être éventuellement utilisé dans des programmes sociaux, mais il a indiqué sa préférence pour le remboursement direct sous forme de remise d'impôts aux contribuables.

#### Les intérêts particuliers régionaux

Les experts sont très divisés dans leur appréciation des mesures proposées par le président. M. Milton Friedman, prix Nobel d'économie, estime que l'adoption du plan Carter serait un « désastre », alors que M. Eickstein, ancien conseiller économique du président Johnson, considère que le fardeau à court terme imposé à l'économie est modéré et « représente un très modeste prix à payer pour la solution du problème énergétique ».

Le reproche fondamental fait par les membres du Congrès (républicains ou démocrates) qui représentent des États producteurs de pétrole ou de gaz naturel est que le plan Carter insiste trop sur la conservation de l'énergie et pas assez sur la production et les moyens de la stimuler. Les « congressmen » auraient souhaité une totale remise en liberté des prix. Ils voudraient aussi que le produit des diverses taxes envisagées soit redistribué dans une large proportion aux compagnies en concurrence pour les encourager à développer les sources existantes et à en explorer de nouvelles. Il est clair que les préoccupations concernant la défense d'intérêts particuliers régionaux domineront le grand débat.

que les « subversifs » n'auraient pas été entièrement éliminés. La guérilla, pourtant, est pratiquement paralysée. Les derniers combattants de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple, guérilleros) ont été tués en décembre 1976 dans les maquis de Tucumán. Les Montoneros (personnes de gauche) ont perdu leur capacité d'action, mais on estime qu'ils ont gardé la moitié de leurs effectifs dans la province de Buenos Aires.

Le démantèlement des réseaux a été mené de la façon que l'on sait : les suspects sont enlevés soit par des groupes parallèles, le plus souvent, par des forces d'État, mais on estime qu'ils ont le visage couvert d'une casquette pour n'être pas reconnus. Beaucoup disparaissent. Liquidés ou emprisonnés clandestinement. Certains réapparaissent quand leurs gardiens s'aperçoivent — à temps — qu'ils les ont kidnappés « par erreur ».

« On accuse les forces armées d'employer le terrorisme, disent les défenseurs de la junte. Mais elles se servent des mêmes armes que la guérilla. Parle-t-on des crimes que celle-ci a commis ? » « Les gens qu'on appelle "guérilleros", ajoute le même interlocuteur, il n'y a plus ni « durs » ni « modérés ». Videla est parfaitement ce qu'il se passe, et l'accepter au nom de l'efficacité serait nécessaire à la subversion. »

#### L'inflation, ennemi numéro un

1976, les réserves nettes de devises au 31 mars, étaient de 1 milliard 800 millions de dollars, compte tenu des engagements à court terme.

Or, l'inflation a progressé de 2 à 3 % environ. La réduction de la consommation a surtout touché les secteurs comme l'habillement, qui travaillent à 60 % de sa capacité, et dont la production a baissé de 19 % en 1976. En revanche, après avoir été dégradée ces dernières années, l'exportation pétrolière a progressé.

L'inflation reste l'ennemi numéro un. Le ministre de l'économie, M. Martínez de Hoz, a tenté de la réduire par la compression des dépenses et la réduction du déficit budgétaire, ramené de 70 à 40 % en un an — en bonne partie grâce à des emprunts. La hausse des prix, qui avait atteint un rythme annuel de 600 % en mars 1976, a été de 347 % pour l'ensemble de l'année. Mais les indices du premier trimestre 1977 montrent que l'inflation continue au même train. La junte, la junte, qui a promis de réduire de moitié le déficit budgétaire, a promis de réduire de moitié le déficit budgétaire, a promis de réduire de moitié le déficit budgétaire.

Le gouvernement est-il prêt, comme l'annonce le *Journal Clarín*, à réduire de moitié le déficit budgétaire, a promis de réduire de moitié le déficit budgétaire, a promis de réduire de moitié le déficit budgétaire.

CHARLES VANHECKE.

## ASIE

### Nouvelles émeutes au Pakistan

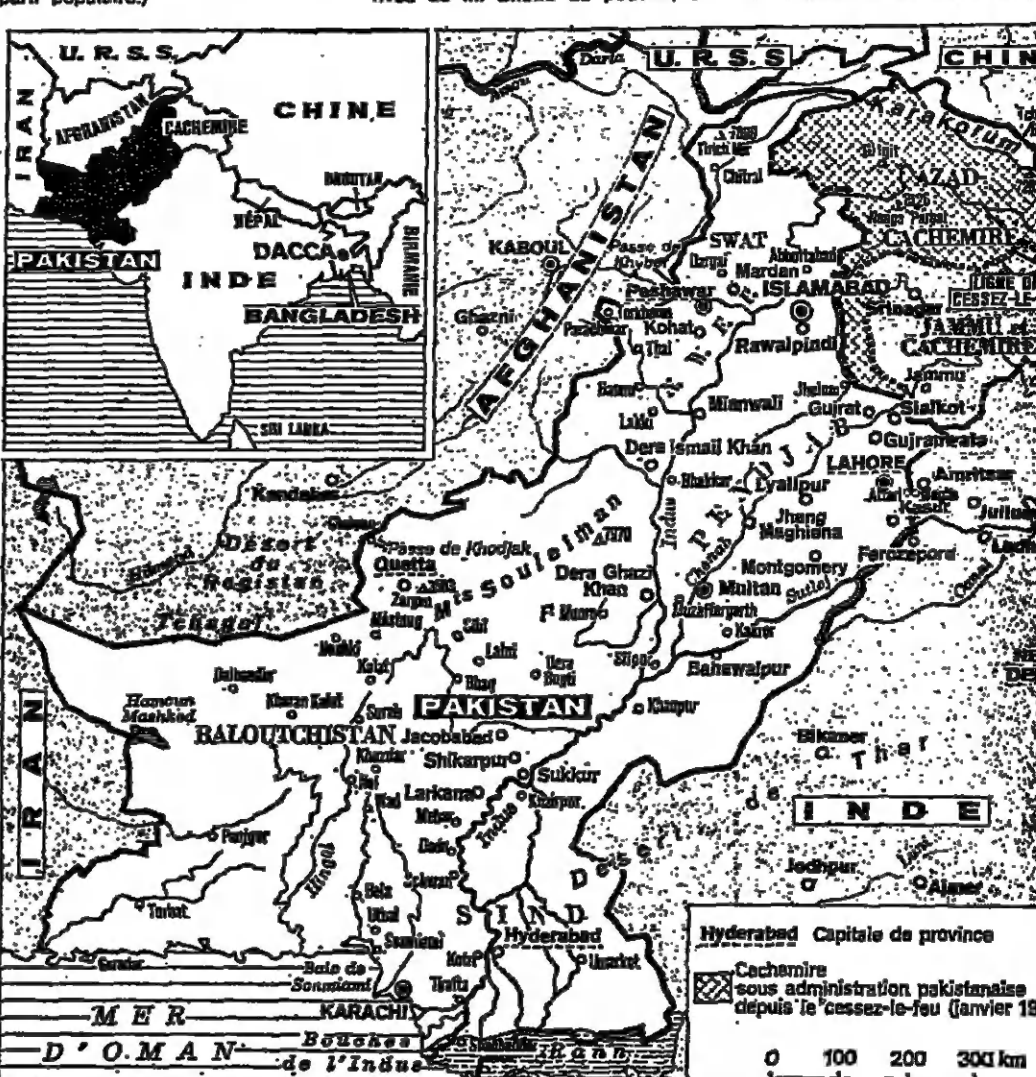
(Suite de la première page.)

Cette tragédie est celle d'un homme d'État, certes, aux qualités intellectuelles indéniables, mais dont les vastes desseins en politique intérieure et extérieure (être l'un des leaders du tiers-monde) sont desservis par un tempérament autoritaire et impulsif et l'arbitraire du régime personnel qu'il a institué depuis 1972.

Pour la première fois, ce négociateur habile se trouve sans interlocuteur, toute personne de l'Alliance acceptant de négocier avec lui étant considérée comme traître et rejetée par le mouvement. Nul ne s'y hasarde plus désormais. (En revanche, l'opposition aurait accepté d'ouvrir le dialogue avec d'autres membres du parti populaire.)

Il disposera. Le premier ministre n'a confiance que jusqu'à un certain point dans l'état-major qu'il a mis en place — n'hésitant pas à attribuer un poste important à une personnalité aussi controversée que le général Tikka Khan. Il ne compte pas que des amis parmi les hauts responsables militaires, ayant notamment écarté ou nommé à l'étranger plusieurs dizaines d'officiers supérieurs.

Il avait nommé au poste d'ambassadeur en Grèce le général d'armée Gul Hassan, qui fut commandant de l'armée jusqu'en 1972, et à celui d'ambassadeur en Espagne, le général d'armée aérienne Rahim Khan. Ces deux officiers supérieurs qui, en décembre 1971, avaient favorisé l'arrivée de M. Bhutto au pouvoir, ont



Avec quelque raison, M. Bhutto estime que nul — politiquement, moralement ou constitutionnellement — ne l'oblige à présenter sa démission. Le terrible désaveu que lui inflige une large partie du peuple pakistanais (l'opposition avait obtenu plus du tiers des voix aux dernières élections) n'a pas encore convaincu le premier ministre d'adopter une autre politique que celle fondée sur la force. Le nombre déjà élevé de victimes — au moins deux cents morts depuis le 7 mars — n'a pas suffi à faire fléchir M. Bhutto, qui est, en fait, cautionner la répression sanglante de la révolte populaire ayant conduit, en 1971, à l'indépendance du Bangladesh. Il n'a fait à ses adversaires que des concessions secondaires.

Dans ces conditions, et les forces à vingt mille hommes des guinzes de sécurité ne lui permettant pas de contrôler la situation dans un pays de soixante-dix millions d'habitants, il ne restait plus au premier ministre, abandonné par le secrétaire général de son propre parti, M. Musharraf Hasan, et quelques autres personnalités du P.P.P. qu'à faire appel à l'armée.

M. Bhutto espérait que cette intervention, limitée aux grands centres urbains, suffirait à ramener le calme. Un résultat contraire s'est enregistré, jusqu'à l'armistice d'une politique fratricide ? Ses chefs républicains jusqu'à présent à se mêler des affaires politiques. Le Pendjab, par exemple, qui est le poulx du pays, fournit le plus grand nombre d'officiers et de soldats. Ceux-ci couvrent-ils le feu sur la toute de Lahore, ville principale de la province ? Celle-ci, ainsi que le Sind, dont Karachi est la capitale et dont M. Bhutto est originaire, sont aussi les bastions du parti gouvernemental. C'est pourquoi la révolte est la plus violente, et non pas dans les territoires de l'ouest du pays, où existent de fortes courants autonomistes et où, traditionnellement, tout le monde porte une arme. Une émeute suffirait cependant à y mettre le feu aux poudres.

M. Bhutto aurait pu imposer la loi militaire à tout le pays, mais cela aurait impliqué qu'il cède, ou du moins partage, le pouvoir avec l'administration militaire à Islamabad. On comprend qu'il ne l'ait pas fait. Le salut du gouvernement n'en repose pas moins sur l'armée. Toute la question est de savoir si celle-ci permettra à M. Bhutto de se maintenir et, dans ce cas, de quelle manière.

#### Une « erreur majeure »

Le premier ministre a, ces dernières années, renforcé le potentiel de l'armée et les privilèges des militaires. Mais certains officiers, et surtout les hommes de troupe, ne peuvent rester insensibles aux idées conservatrices et au combat religieux de l'opposition. Si elle avait pour conséquence la mise à l'écart de M. Bhutto, la prise en main des affaires publiques par l'armée serait accueillie avec soulagement par les éléments les plus conservateurs de l'Alliance.

Les militaires pakistanais sont déjà intervenus à deux reprises dans la vie politique du pays, et M. Bhutto a d'ailleurs servi deux régimes. En 1969, cependant, c'est lui qui conduisit le mouvement populaire — ressemblant singulièrement à

de sa défaite ont littéralement « dopé » les dirigeants de l'Alliance nationale au Pakistan.

Cherchant décidément un bouc émissaire étranger, M. Bhutto et la presse aux ordres — les journalistes pakistanais ont observé un arrêt de travail vendredi pour réclamer la démission de la presse et le démantèlement de l'organisme public de contrôle des grands journaux — ont mis en cause, de façon allusive, les États-Unis. Sans doute Washington suit-il avec un grand intérêt l'évolution de la crise. Les diplomates américains assistent en première ligne aux récentes échouffourées de Lahore. M. Bhutto a montré sa volonté d'indépendance en achetant à la France une usine de retraitement des déchets atomiques et cette attitude a indisposé les États-Unis. Geste symbolique, le président Carter a nommé comme ambassadeur au Pakistan un spécialiste des questions militaires et nucléaires et a interdit une livraison de « grenades lacrymogènes à la police pakistanaise. Ce dernier geste, qualifié d'« erreur majeure » par le *Washington Post*, ne s'adressait-il pas, en fait, aux autres pays qui fournissent des armes au Pakistan et notamment à la France ?

GÉRARD VIRATTELE.

## LE VIETNAM

### Paris accorde 650 millions de crédits à Hanoï

Paris accorde 650 millions de crédits à Hanoï. Ce montant, qui sera versé en plusieurs tranches, est destiné à financer des projets de coopération technique et scientifique. Les crédits sont destinés à soutenir la recherche scientifique et technique, à améliorer les méthodes de production agricole, à développer l'industrie légère et à renforcer les infrastructures de transport. Les crédits sont destinés à soutenir la recherche scientifique et technique, à améliorer les méthodes de production agricole, à développer l'industrie légère et à renforcer les infrastructures de transport.

### La coopération en progression constante depuis 1973

La coopération entre la France et le Vietnam a connu une progression constante depuis 1973. Les échanges commerciaux ont augmenté, les projets de coopération technique et scientifique se multiplient, et les échanges culturels se développent. Les crédits accordés par la France au Vietnam ont atteint 650 millions de francs, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux années précédentes. Les crédits sont destinés à soutenir la recherche scientifique et technique, à améliorer les méthodes de production agricole, à développer l'industrie légère et à renforcer les infrastructures de transport.

ROBERT LAFFONT

### LES RIVAUX DE CHARLES DE GAULLE

La bataille de la légitimité en France de 1940 à 1944

Un livre de ANNE LAURENS

Collection "les ombres de l'histoire"

مكتبة من الأصول







# EUROPE

## Belgique

### CHARGÉ DE FORMER LE GOUVERNEMENT M. Tindemans a entamé ses consultations

De notre correspondant

Bruxelles. — Chargé, vendredi 22 avril, par le roi de former le nouveau gouvernement, M. Léo Tindemans a aussitôt entamé ses consultations. Il a reçu les présidents des Chambres, les présidents des sociétés chrétiennes (flamands et francophones), les coprésidents de l'opposition socialiste et le « chef de la famille libérale ». M. Pierre Deschamps représentait sous ce titre le Flamand Groenland et le Wallon Demaeus.

### Vers une formation tripartite

M. Tindemans doit rédiger un projet de programme de gouvernement qui pourra servir de base à ses négociations avec les trois partis. On pense qu'il s'efforcera d'abord de constituer une formation tripartite avec les sociaux-chrétiens, les socialistes et les libéraux. Les libéraux flamands affirment qu'ils veulent faire une « cure d'opposition » après leur défaite électorale du 17 avril.

mais M. Pierre Deschamps pense qu'ils pourraient changer d'avis. L'abstention des libéraux flamands n'empêcherait d'ailleurs pas les libéraux francophones de participer au nouveau cabinet. Ils l'ont clairement fait savoir. La première difficulté pour M. Tindemans sera sans doute d'obtenir de l'indispensable participation des socialistes. La participation est nécessaire si le nouveau gouvernement veut disposer d'une majorité des deux tiers pour faire avancer la régionalisation — l'approbation de son plan de « plan Ego », qui fut l'une des causes de la crise actuelle.

La négociation sera d'autant plus délicate que la centrale F.G.T.B. (Fédération générale du travail belge) empêchera le parti socialiste de faire de trop larges concessions. Le syndicat socialiste, réuni en congrès à Gand, a rédigé un « projet d'alternative progressiste » qui sera proposé au syndicat chrétien et soumis au « formateur ».

PIERRE DE VOIS.

# DIPLOMATIE

### Les problèmes politiques seront évoqués au cours du « sommet » économique de Londres

Au cours de la conférence de presse qui a clos, le jeudi 21 avril, le « sommet » franco-allemand de Dakar, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Il va de soi que les problèmes du développement et de la sécurité du continent africain seront évoqués à l'initiative de la France », lors des prochaines réunions internationales, notamment au « sommet » des grandes puissances industrielles de Londres. Il a précisé à quelques journalistes qu'il parlerait alors aussi des ventes d'armes à l'Afrique du Sud et de la limitation des armements en Afrique.

### Un compromis

Ces propositions n'allaient pas vraiment de soi, puisque, jusqu'ici, la France s'opposait à l'élargissement de l'ordre du jour du « sommet » de Londres aux problèmes politiques. Fidèle à la ligne qui fut celle du général de Gaulle, puis de M. J. Robert, ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou, le gouvernement français, tout en acceptant volontiers de se concerter avec Washington sur des problèmes économiques spécifiques, ne voulait pas consolider le leadership politique américain et prendre le risque d'institutionnaliser le rôle d'arbitre que les États-Unis n'ont que trop tendance à prendre (et les partenaires de la France à accepter) dans les affaires européennes et occidentales. M. Carter insistait cependant pour que les

principaux problèmes politiques d'actualité soient discutés au « sommet » qui réunira, à Londres, les 7 et 8 mai, les chefs d'État et de gouvernement américain, britannique, canadien, français, italien, japonais et ouest-allemand.

Un compromis est finalement intervenu. D'une part, le « sommet » des Sept restera économique (comme ceux du même type de l'Organisation pour l'économie, la science et le développement), mais le mot « économique » sera compris d'une façon extensive. C'est ainsi que les problèmes nucléaires, et en particulier la non-prolifération (qui tient à cœur au président Carter) seront discutés au chapitre de l'énergie. D'autre part, le « sommet » officiel de sept donnera lieu à des réunions privées, plus restreintes. Il s'agit de réunions dans lesquelles les représentants des quatre puissances qui ont des responsabilités particulières en Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne et États-Unis, se réunissent séparément à déjeuner ou à dîner. Cette tradition sera respectée, mais les problèmes allemands ne seront évoqués, s'ils le sont, qu'à titre symbolique. En revanche, les quatre parleront de sujets tels que les droits de l'homme et les exportations d'armes, lors de cette réunion que M. Giscard d'Estaing s'efforcera de faire de la sécurité en Afrique.

MAURICE DELARUE.

## Espagne

### Les organisations syndicales non reconnues vont pouvoir déposer leur demande de légalisation

M. Suarez, chef du gouvernement espagnol, doit quitter Madrid dimanche 24 avril pour le Mexique et les États-Unis. D'autre part, les syndicats encore illégaux, mais qui bénéficient d'une assez large tolérance, vont pouvoir déposer leurs statuts à partir du 28 avril, afin d'être légalisés. Les questions soulevées par le maintien des syndicats officiels, verticaux, pourraient cependant provoquer des difficultés. Enfin, M. Arias Navarro, chef du dernier gouvernement du général Franco, critique violemment la politique du gouvernement Suarez et a décidé de se présenter aux élections sur les listes de l'alliance populaire de M. Fraga.

De notre correspondant

Madrid. — Le conseil des ministres a approuvé, le vendredi 22 avril, à Madrid, un décret réglementant le dépôt des statuts des nouvelles associations syndicales. Le décret entrera en vigueur le 28 avril.

Cette décision est une conséquence logique de la ratification, faite au nom du gouvernement par M. Enríquez de la Muela, ministre des relations syndicales, le 20 avril à Genève, des conventions sur la liberté syndicale du B.I.T. C'est aussi une application de la loi sur les « associations syndicales » approuvée récemment par les Cortès.

Il est difficile de commenter un décret dont le texte n'est pas encore connu, mais le gouvernement Suarez a l'habitude de sortir des légalisations juridiques les plus compliquées avec une certaine facilité. La loi sur les « associations syndicales » ne précise pas que les syndicats officiels (verticaux) doivent être dissous. Leur existence est liée à la charte du travail par une loi promulguée en 1957 qui est devenue une loi fondamentale de l'État en 1968 et ne peut donc être abolie que par référendum national. En conséquence, les Cortès devront continuer à coexister avec l'organisation syndicale officielle, qui reste chargée de l'aide sociale : logement, santé, loisirs. Selon la loi, les organisations syndicales ne pourront pas être légalisées en tant que confédérations mais par fédérations, ce qui revient à dire que, pour chaque secteur de production, il existera une fédération qui n'aura rien à voir avec la fédération de la

même tendance des autres secteurs de production.

Ceux qui croient que la liberté syndicale est acquise en Espagne semblent donc très optimistes. Il ne faut pas oublier non plus les problèmes que soulèveront les patibulaires syndicaux actuellement propriété de l'État, la récupération des biens par les grands syndicats d'avant la guerre civile, l'U.G.T. (socialiste) et la C.N.T. (anarchiste), dont la dernière revenant en force.

Toutes les organisations syndicales encore illégaux ont critiqué et condamné la loi sur les « associations », lorsqu'elle a été adoptée par les Cortès. Il est probable cependant qu'elles vont s'inscrire pour être légalisées.

M. de la Muela déclare : « Nous avons un an devant nous pour adapter la législation espagnole aux conventions internationales ». « La loi syndicale, ajoute-t-il, est une liberté dont il faut apprendre à user. Le gouvernement a pris l'engagement, face au pays et au monde entier, de faciliter cette liberté. Dans ces conditions, il ne reste qu'à l'exercer et nous le faisons pour toutes de sa plénitude ».

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

## Portugal

### TROIS ANS APRÈS LA RÉVOLUTION DU 25 AVRIL Le parti socialiste menace de rompre totalement avec le parti communiste

Le général Ramalho Eanes, chef de l'État, prononcera une allocution le lundi 25 avril, à Lisbonne, avant le défilé militaire destiné à commémorer le troisième anniversaire de la chute de la dictature. Le parti socialiste, engagé dans une querelle avec le parti communiste, a de son côté convoqué un meeting dimanche aux arènes de la capitale. Une réunion solennelle de l'Assemblée de la République doit avoir lieu lundi.

Prenant la parole vendredi à Washington devant le National Press Club, M. Soares, premier ministre, a accusé le P.C.P. d'être « stalinien » et s'est félicité de la « stabilité » de son gouvernement. Estimant que le rôle de l'O.T.A.N. « est essentiel pour la défense du monde libre », M. Soares s'est aussi déclaré satisfait de ses entretiens avec les dirigeants américains et les responsables des organismes de financement internationaux à propos des crédits d'urgence à accorder au Portugal.

Lisbonne (A.F.P.). — La gauche portugaise demeure plus désunie que jamais au moment où le pays s'apprête à célébrer, lundi 25 avril, le troisième anniversaire du renversement de la dictature. Le divorce paraît en effet consommé entre le parti socialiste et le parti communiste, après les incidents qui ont opposé, la semaine dernière, militants socialistes et communistes, au cours d'un meeting du P.S. dans la petite localité provinciale de Salvaterra-de-Magros (le Monde du 23 avril).

Ces incidents ont été mineurs, mais les dirigeants socialistes n'ont pas hésité à mettre en branle tout leur appareil de propagande pour en faire un exemple de la « coexistence totalitaire » du parti communiste et exiger de celui-ci des « excuses publiques ». Sous la menace d'une rupture des relations entre les deux partis. Quant au P.C., il réproche l'attitude de ses militants de Salvaterra, il accuse la direction du P.S. d'avoir « gonflé » l'affaire pour le mettre au ban des accusés et avoir ainsi des alliances avec la droite. Les observateurs s'interrogent

sur les raisons qui ont poussé les dirigeants du parti socialiste à enfoncer ce « cheval de bataille » que sont les incidents de Salvaterra. Ils sont en effet à peu près unanimes à considérer que, même à part ses attaques verbales contre la politique du gouvernement socialiste, le parti communiste a fait preuve, jusqu'ici, d'une remarquable modération et s'est abstenu d'attiser les conflits sociaux. Le fait est d'ailleurs reconnu par M. Mario Soares lui-même, qui confie récemment à des journalistes que le P.C. « n'avait pas été, jusqu'à présent, aussi agressif que d'habitude le craignait ».

L'hebdomadaire Tempo (droite modérée) estime, vendredi, que les incidents de Salvaterra et l'attitude prise par les dirigeants du P.S. étaient de nature à menacer la stabilité interne des appuis financiers, à rassurer les interlocuteurs occidentaux de M. Mario Soares, qui pourraient craindre qu'une plus grande souplesse du P.C., après la rencontre Curiato, ne conduise à une majorité de gauche au Portugal.

## Italie

### Les policiers autorisés à répondre par le feu aux manifestants armés

(Suite de la première page.)

Le P.C.I. s'étonne qu'on ait interdit toutes les manifestations dans Rome, sans distinction de lieux, de dates, de personnes. Il a d'ailleurs été l'un des premiers à faire les frais politiques de la grande réunion de protestation contre la violence, prévue l'après-midi de vendredi, à être annulée. Les militants ont été invités à se disperser par haut-parleur. « Pas de proclamation, mais de l'efficacité », répliquait l'un des militants du P.C.I. Le quotidien du P.C.I. souligne que le projet de réforme de la police est toujours dans les cartons et que « les travailleurs armés ne sont mobilisés contre les plans criminels de la subversion ».

Le parti communiste a adopté une position semblable. La détermination de M. Cossiga ne semble pas avoir beaucoup impressionné le petit groupe de étudiants « autonomes ». Dans la soirée de vendredi, une centaine d'entre eux se sont attaqués à une section romaine du parti communiste. Il s'est ensuivi quelques heurts avec la police.

Ces « émeutes » apparaissent de plus en plus isolées. On les condamne dans les milieux de gauche. Dans la rue, ils ne semblent plus être en mesure d'entraîner des milliers de jeunes contre la police, comme en février et en mars. Les « autonomes » ne peuvent que constater l'impressionnante unité en Italie contre la violence politique. Même les principaux mouvements d'extrême

gauche s'en prennent aux « proclamações policiais » mais condamnent les méthodes employées par ces « guérilleros » urbains qui ne sont d'ailleurs pas tous étudiants.

En dehors de l'Université, la violence continue à faire des ravages avec une coloration politique de plus en plus marquée. Dans la seule journée de vendredi, on a enregistré un nombre inquiétant d'agressions en tout genre : rapt d'une fillette de dix ans à Rome, révolte à la prison de Bracciano, coup de feu tiré dans un autobus romain par un étudiant d'extrême droite contre des gauchistes qui voulaient le jeter dehors.

A cette liste, déjà lourde, la nuit ajoutée, ce samedi matin, deux autres faits survenus dans la nuit : l'enlèvement d'un industriel à Milan et un attentat contre le quotidien la Stampa, à Turin. Tout cela fait passer au second plan la disparition de M. Guido De Martino, le secrétaire provincial de la fédération socialiste de Naples, dont on est sans nouvelles depuis le 5 avril. Logiquement, les attentats à l'ordre public devraient accélérer les négociations entre les partis politiques. Les communistes frappent à la porte du pouvoir avec de plus en plus d'insistance, soulignant que leur entrée dans la majorité gouvernementale n'a jamais été aussi nécessaire.

Cette entrée dans la majorité est-elle prochaine ? On semble le

croire dans l'entourage de M. Berlinguer, malgré les réticences de la démocratie chrétienne. Le parti gouvernemental ne veut pas se laisser entraîner, sous la pression des événements, dans un processus qui pourrait lui coûter cher aux prochaines élections. Ne serait-ce pas renier les engagements pris devant le pays lors de la campagne électorale du printemps 1976 que d'inclure les communistes dans la majorité ? C'est pourquoi la démocratie chrétienne s'en tient à sa position (c'est à un accord sur le programme, non à un accord politique), tout en sachant que l'un peut difficilement ne pas entraîner l'autre.

Son président, M. Aldo Moro, a fait, le 22 avril, un discours rétrospectif pour dire, d'abord, que les communistes ne pouvaient pas retourner dans l'opposition sans risque grave pour le pays. M. Moro estime, d'autre part, nécessaire la conclusion d'accords rapides et sérieux. Cela dit, « les conditions d'alliances politiques globales ne sont pas remplies », et en tout état de cause la démocratie chrétienne doit conserver sa « propre diversité » face au parti communiste.

Les propos de M. Moro vont être étudiés à la loupe par les partenaires de la D.C. La question est de savoir s'il existe une solution commune et provisoire entre l'accord sur le programme et l'accord politique.

ROBERT SOLE.

## A travers le monde

### Cuba

LE GROUPE D'HOMMES D'AFFAIRES et d'industriels américains qui s'est réuni à deux reprises, mercredi 20 et vendredi 22 avril, par M. Fidel Castro, a quitté Cuba vendredi soir pour Minneapolis (Minnesota). On apprend d'autre part de source informée américaine, que deux danseurs étoiles du ballet national de Cuba pourraient participer à un gala de bienfaisance le 4 mai à New-York. — (A.F.P. Reuters.)

### El Salvador

LE COLONEL MOLINA, président de la République, a affirmé, vendredi 22 avril, que son gouvernement ne détenait que trois des trente-sept « guérilleros » dont la liberté est exigée par le groupe de gauche qui a enlevé mardi M. Borogonovo, ministre des affaires étrangères. M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U., a d'autre part, lancé vendredi un appel pour la prompte libération du ministre. — (A.F.P. Reuters.)

### Pérou

LE CONSEIL DE LA RÉVOLUTION a demandé vendredi 22 avril au général Francisco Morales Bermudez, chef de l'État, de conserver la présidence jusqu'en 1980, et donc de continuer à assumer la charge après avoir assuré l'âge de la mise à la retraite militaire. Le général Morales Bermudez aurait dû normalement prendre sa retraite en janvier 1978. — (A.F.P.)

### République d'Irlande

LES QUATORZE PRISONNIERS de l'I.R.A. provisoire qui avaient déclenché une grève de la faim, le 7 mars pour protester contre les conditions de détention à la prison de Portlaoine, près de Dublin, ont mis fin à leur mouvement de protestation le 22 avril. — (A.F.P.)

LA COUR EUROPÉENNE des droits de l'homme a louché vendredi 22 avril ses audiences publiques sur la plainte de l'Irlande contre le Royaume-Uni, à propos des « pouvoirs spéciaux » appliqués en Irlande du Nord. La cour, qui va débiter à huis clos, rendra son arrêt dans plusieurs semaines. Le gouvernement de Dublin a nié se livrer à de la propa-

gande anti-britannique et pour le compte de l'I.R.A. L'I.R.A. n'est qu'un « rassemblement d'hommes imprévisibles dont le comportement infâme souille l'honorable tradition du nationalisme irlandais », a dit l'attaché général de la République d'Irlande, M. Costello. Il a toutefois justifié les accusations portées contre Londres et assuré qu'une condamnation solennelle de la Grande-Bretagne par l'instance de Strasbourg aurait une grande portée. — (A.F.P. Reuters.)

### Yougoslavie

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA, M. NITO, est arrivé dans la soirée du vendredi 22 avril à Tite de Brioni pour une visite officielle et amicale de trois jours en Yougoslavie. L'issue d'un dîner offert à son hôte le président Tito a insisté sur la nécessité pour les pays de ce continent de venir une « des forces impérialistes et néo-colonialistes » et d'effort de l'émancipation des peuples africains de l'impérialisme et de l'exploitation politique et économique par les formes les plus brutales d'oppression. — (Corresp.)

### POUR LA LIBÉRATION DU PASTEUR NOIR BEN CHAVIS ET DES NEUF AUTRES CONDAMNÉS DE WILMINGTON

1971. — Le Reverend BEN CHAVIS, jeune pasteur militant pour les droits civiques, est envoyé par la Cour Suprême de la justice raciale de l'Église unifiée du Christ en Caroline du Nord pour y faire une enquête sur le racisme. BEN CHAVIS organise la suite de l'expulsion de la communauté afro-américaine de Wilmington. Le Ku Klux Klan en fait le siège quatre jours durant. Un étudiant et un membre du Klan sont tués.

Bien que les Blancs n'aient pas été armés, bien que l'enquête n'ait pas établi la provenance des balles, le pasteur Ben Chavis et neuf autres militants sont arrêtés — un an plus tard — et accusés d'incendie volontaire et homicide.

Le 1972. — Les dix de Wilmington sont condamnés, sur le témoignage d'un repris de justice, Allen HALL, à 302 années de prison, dont 30 au pasteur Ben Chavis.

Octobre 1973. — Allen HALL se rétracte et déclare sous serment devant la cour fédérale qu'il a menti. Il dit y avoir été contraint sous la menace par les autorités locales et fédérales.

Dans quelques jours, le 9 mai 1977.

Le Reverend BEN CHAVIS et ses amis, qui n'ont cessé de clamer leur innocence, seront entendus à une nouvelle audience (Post Convicted hearing, sorte d'appel auquel ont droit, aux États-Unis, les condamnés à une lourde peine) au sein du tribunal des États-Unis : réhabilitation des condamnés Chavis, Birmingham. — Reverend Templeton et Allen HALL Rhodes — sortis en 1972 et prouvant l'innocence des dix de Wilmington.

Le Comité pour la libération de BEN CHAVIS appelle tous ceux qui combattent pour le respect des droits de l'homme et la liberté à une semaine d'actions dans les formes qui leur conviennent du 2 au 9 mai 1977.

Une conférence de presse sera donnée le 2 mai aux Angles Dames Beure et Mlle seront publiées ultérieurement.

TELEGRAMMES ET LETTRES PEUVENT D'ÊTRE ENVOYÉS À : — M. JAMES HUNT, Gouverneur de Caroline du Nord - RALEIGH - NORTH CAROLINA - U.S.A. ; — M. RUFUS EDMONSTON, Attorney General - RALEIGH - NORTH CAROLINA - U.S.A. ; — M. DUPRE, Juge Fédéral à RALEIGH - NORTH CAROLINA - U.S.A. afin que justice soit rendue et que les dix innocents de Wilmington recouvrent la liberté.

Signataires : Jean-François ADAM, ARAGON, Françoise ARNOU, James BALDWIN, Jack BRON, Jean BERTHO, Mathilde BERTHO, Yves BOISSET, Jacqueline BROCHEN, Docteur Jean-Paul CAMUS, Mari-Hélène CAMUS, Pierre CARDINAL, Louis CARON, André CHAIRE, Jean-Claude CASABIAN, Anne CHAIRE, Catherine CHAIRE, Claude CLEMENT, Francis CHARRAN, Edmonde CHARLES-ROUX, Gérard CHOCHON, COSTA-GAVRAS, Jean-Louis COMOLLI, Louis DAQUIN, Paul DOUGLASS, Marie DUBOT, Maurice DUOUBON, Pierre DUOUBON, M. DESCHAMPS, Renaud, Jean FERRAT, Brigitte FOSSEY, Joannina GALVAO, Pierre GASTAUD, Maurice GOLDREIN, Madeline GOLDREIN, Jean-Marie GIBERT, Hélène GIBERT, Jacques GRAND, Brigitte GRANT, Paul GUERARD, Florence BAUDOUIN, Collette BAREL, Didier RAUBERT, Marlene BERNARD, M. BONDO, Georges BOUQUIN, Jacqueline JOUBERT, Jean-Pierre JOUFFROY, Patricia JOUFFROY, Jacques KANAPA, Daniel KANAPA, Joseph KESSER, de l'Académie des Sciences, Lucienne KISSO, Edouard KNEBEL, Jean LALLIER, Jean LACOUTURE, Michel LEBLANC, Alfred MESSIERE, Jean MARCHEAND, Anne-Marie MARCHEAND, André MARFANG, Chantal MARFANG, André MASSON, Claude MAY, Jean-Pierre MAYOUL, Jacqueline MEYER, Docteur Jean-Marie MINICOWSKI, Monique MOBO, Raoul-Jean MOULIN, Pierre PEURISSE, Henri WOODGESS, Jacqueline NOUGÈRES, Max RAPPAET, Hélène PARMELIN, Christine PASCAL, Bernard PAUL, Jacqueline PICASSO, James PICRETT, Bernard PIGNON, Eric PLOET, René PRADIER, Bernard QUÉVY, Catherine BERNARD, Catherine BERNARD, Françoise SALVATINO, Rodolphe SCIALOJA, Jean-Daniel SIMON, Yves SIMON, Sophie SOLNICA, Docteur Jacques SOLNICA, Balthaz SOULE, Agnès VALDIA, Anne WALDMAN, Robert WOODSNEY, Carmen WOODSNEY, Oleg WOODSNEY, MIGNOT, Léon ZURATAS, Roland ZURATAS.

Ce communiqué a été payé par la participation de chacun d'entre nous. Vous pouvez manifester votre solidarité financière et vous joindre à ce premier groupe de signataires en adressant : Comité pour la libération de Ben Chavis, 36, rue de la Glacière, Paris (13°).

هكذا من الأصل















## SPORTS

### FOOTBALL

DU BAYERN MUNICH AU NEW YORK COSMOS

## Les contrats de Frantz Beckenbauer

Depuis quelques jours, le départ de Frantz Beckenbauer pour le club américain New York Cosmos est devenu l'affaire Beckenbauer, et dépasse largement le cadre des rubriques sportives pour occuper les premières pages des journaux allemands. Le football allemand sans Beckenbauer, titrait le 20 avril la « Frankfurter Allgemeine Zeitung », qui conclut : « Personne n'est encore capable de se représenter une telle éventualité. »

Ce n'est pas sans surprise que les Allemands ont en effet appris le prochain exil du capitaine du Bayern Munich et de l'équipe nationale qu'ils surnommaient « Kaiser Frantz ». Jusqu'à ces derniers mois celui-ci avait semblé-t-il, tout pour être heureux. Une enquête de l'hebdomadaire économique « Wirtschaftswoche » révélait que Beckenbauer gagnait 50 000 marks (105 000 francs) par mois, soit trois fois plus que le chancelier Helmut Schmidt. Depuis plusieurs années il aurait de

plus réussi de fructueux investissements dans l'immobilier et les assurances. Frantz Beckenbauer avait choisi de prendre sa retraite de joueur après la Coupe du monde 1974 en Argentine. Il avait alors nettement battu le record mondial de cent huit sélections internationales détenu par l'Anglais Bobby Moore. La Fédération allemande avait déjà annoncé qu'il succéderait à cette époque à M. Helmut Schoen comme sélectionneur et entraîneur de l'équipe nationale.

Il fallait une conjonction d'événements exceptionnels pour que subitement Frantz Beckenbauer remette en cause ses choix. L'événement le plus important fut sans doute l'annonce le 18 mars, du Bayern Munich par le Doyen Kiehl en Coupe d'Europe des clubs champions. Pour équilibrer son budget de 15 millions de marks par an (33 600 000 francs), le Bayern Munich ne peut se passer des recettes de Coupe d'Europe. Or son mauvais classement en championnat et son élimination en Coupe d'Allemagne écartent la saison prochaine le Bayern des épreuves européennes.

Moins d'un an après avoir gagné pour la troisième fois consécutive la Coupe européenne des clubs champions, le Bayern menace de sombrer dans une grave crise économique et sportive. Frantz Beckenbauer, le capitaine, n'est ni le premier ni le dernier à vouloir quitter son navire en perdition.

Coincidence ou opportunité, la presse allemande a simultanément fait quelques révélations sur la vie privée de Beckenbauer. Le joueur du Bayern aurait dû se quitter un redressement fiscal de 1 million de marks (2 millions 100 000 francs), auquel serait venue s'ajouter une crise dans sa vie conjugale.

C'est en raison des campagnes de presse menées à son sujet ces dernières semaines, dit Frantz Beckenbauer, que j'ai chargé mon manager, M. Schwan, de reprendre les négociations avec le New York Cosmos.

Dans le but de promouvoir le football aux Etats-Unis, le New York Cosmos, financé par la Warner Communications Inc., un des géants américains de l'industrie du cinéma et du disque, avait déjà fait des offres à Beckenbauer en 1975. Cette fois, il lui proposait pour un contrat de trois ans 3 millions de dollars (15 millions de francs). Frantz Beckenbauer a accepté. « Ma décision est mûrement réfléchie et définitive », a-t-il ajouté. Le Bayern Munich, avec lequel il était lié par contrat jusqu'en 1979, aurait décidé de le libérer contre le versement d'un dédit de 1 million de marks.

A l'inverse de Fritz Walter ou de Uwe Seeler, les deux autres héros du football allemand, dont les départs à l'étranger avaient dû être précédés de la pression de l'opinion publique, Beckenbauer ne paraît vouloir renouer avec la fortune dans son exil.

Les négociations au New York Cosmos de Frantz Beckenbauer ont été conclues le 9 juin 1975, à treize mois, un contrat de trois ans pour 3 millions de dollars. Impôts payés (35 millions de francs), le football professionnel n'a pas eu d'effet réussi à faire la conquête des Américains. Le tableau électronique du Giant Stadium de New York, où se jouent les matchs de Cosmos, affichait bien le 21 avril en grosses lettres lumineuses : « Bienvenue à Frantz Beckenbauer ». Mais le même jour un sondage d'opinion révélé que 2 % seulement des New-Yorkais savaient qui est Frantz Beckenbauer.

GÉRARD ALBOUY.

## POUR LA CONSTRUCTION D'UN VÉLODROME A PARIS

Le bureau de l'office municipal du sport de Paris, au cours d'une conférence de presse réunie le 21 avril, propose la construction d'un vélodrome et la création d'un véritable complexe sportif sur l'emplacement des abattoirs de La Villette.

Plusieurs projets de ce type ont déjà été étudiés, mais aucun ne bénéficiait d'un lieu à la fois aussi vaste (54 hectares) et aussi proche du centre de la capitale. Au vélodrome, dont la construction avait été promise par M. Jacques Chirac avant les dernières élections municipales, pourrait s'ajouter une salle de quinze à vingt mille places — dont manque toujours la capitale, voir un bassin nautique, des terrains de football, etc.

FOOTBALL. — Dans une rencontre en retard du championnat de première division, disputée vendredi 22 avril, Lens et Nice ont fait match nul (1 à 1).

BASKET. — Au tournoi international de France, l'équipe de Pologne par 101 à 88.

HOCKEY SUR GLACE. — Résultats de la dixième journée des championnats du monde qui ont lieu à Vienne, en Autriche.

Etats-Unis battent Roumanie 7 à 2 ; Union soviétique bat Finlande 11 à 6 ; Tchecoslovaquie bat République fédérale allemande 9 à 3.

## RELIGION

De Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Sainte-Marie-Médiatrice

## L'abbé Ducaud-Bourget pourrait finalement accepter l'offre du cardinal Marty

M. Jean Guillon, médiateur du conflit de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, est en droit de se féliciter du résultat de ses premiers efforts. Non seulement il a obtenu, le 14 avril, un nouveau délai de sept jours pour l'évacuation par les traditionalistes de l'église Saint-Nicolas, mais encore il a réussi à persuader le cardinal Marty, archevêque de Paris, de revenir sur sa décision de ne pas accorder un lieu de culte aux fidèles de l'abbé Ducaud-Bourget. L'archevêque ne déclarait-il pas, le 13 mars, qu'il ne lui était pas possible de confier une église à des prêtres qui ne se reconnaissent pas en communion de foi avec l'Eglise universelle ? « Non pas un bâtiment, non pas un lieu, mais un lieu de culte », ajoutait-il, mais un accueil, etc.

Et pourtant, contre toute attente, le 21 avril au soir (le Monde du 23 avril), le cardinal se résolvait à « tolérer » que l'abbé Ducaud-Bourget et son groupe pussent se rassembler à l'église Marie-Médiatrice jusqu'au 1er juillet. Ce geste semblait de nature à détendre l'atmosphère, encore qu'il ait provoqué dans l'immédiat une première réaction de l'abbé Ducaud-Bourget, qui a déclaré qu'il n'acceptait pas la situation de fait créée par le cardinal.

Une fois encore, M. Jean Guillon a su trouver les mots qui conviennent pour inciter son interlocuteur à prendre le temps de la réflexion avant de donner une réponse officielle. Subitement radouci, le leader de Saint-Nicolas a consenti à accompagner M. Jean Guillon, dans l'après-midi du vendredi 22 avril, à l'église Marie-Médiatrice, qu'ils ne connaissent pas. L'abbé Ducaud-Bourget a été impressionné par les avantages de cet édifice et ses vastes dimensions, en dépit d'une situation excentrique (1). « Cette église me plaît énormément », a-t-il dit.

C'est vraisemblablement lundi 25 avril que, après avoir consulté ses amis, l'abbé Ducaud-Bourget fera connaître sa position à M. Jean Guillon. On n'a évidemment pas encore de certitude sur le sens de cette réponse. Mais l'abbé Ducaud-Bourget, malgré ses brusqueries et ses foudrues, est un esprit trop fin pour ne pas comprendre qu'un refus de sa part équivaudrait à l'annulation de sa position.

Passé encore qu'il dépouille ses vêtements, il se trouve à l'en — mais il s'enferme dans une position contradictoire par rapport à ses déclarations antérieures et créerait même peut-être un malaise parmi ses propres fidèles. Ceux-ci, en effet, dans quelques jours, lorsque l'évacuation aura été ordonnée, se retrouveraient sans église et n'auraient d'autre recours, pour ne pas perdre la face, que de continuer à se réunir avec tous les risques et désagréments onéreux que cela comporte. Les occupants de Saint-Nicolas forment un groupe très disparate. En dehors des deux « noyaux durs » selon l'expression de l'archevêché, c'est-à-dire le « noyau politique », toujours prêt à en découdre, et le « noyau » des artistes, dans lequel l'agressivité doctrinale est bien connue, il y a une majorité de fidèles certes obstinés, mais pacifiques et régnant aux attitudes extrêmes et spectaculaires.

### A chacun selon sa mesure

La meilleure manière pour les traditionalistes d'affirmer leur crédit n'est pas de se poser en martyrs et de prolonger une résistance sans espoir, mais de pratiquer leur religion dans une sérénité redoublée.

L'évangile du Bon Pasteur qui sera lu et commenté dimanche dans toutes les églises est pour tous les fidèles — occupants et occupants — une occasion de méditation (2).

En mettant les choses au mieux, si les traditionalistes acceptent de se regrouper dans l'église Marie-Médiatrice, le conflit connaîtra une trêve constructive, une sorte d'amnistie. En effet, le cardinal

Marty concède en principe cette église jusqu'au 1er juillet seulement, et il reste à M. Jean Guillon — parmi d'autres — la tâche de convaincre Rome et l'épiscopat français de l'opportunité d'autoriser les traditionalistes à célébrer la messe de Pie V.

Ainsi pourrait prendre fin cette menace de schisme larvé né d'un optimisme quelque peu irréaliste de la part de la hiérarchie au lendemain du concile.

Rien n'est plus lent que les évolutions religieuses. Il faut savoir en respecter le rythme et ne pas exiger de tous les croyants

des efforts parfois disproportionnés. Comme le dit l'évangile : « Il y a plusieurs demeures dans la maison du Père. » A chacun selon sa mesure.

HENRI FESQUET.

### Saint Irénée médiateur

## L'art de différer un schisme pendant neuf siècles

L'histoire n'a jamais — car les situations ne cessent d'évoluer — mais la curiosité se pique lorsqu'elle découvre dans le passé des circonstances plus ou moins comparables ou les ressemblances l'emportent sur les différences.

Eusèbe de Césarée (III-IV<sup>e</sup> siècle) raconte comment le sort de l'Eglise fut infléchi par saint Irénée, évêque de Lyon, qui joua au II<sup>e</sup> siècle un rôle déterminant de médiateur à propos d'une vieille querelle concernant la date de la célébration de Pâques. Les Eglises asiatiques refusaient, au nom de la tradition, de fêter la Résurrection à une autre date que le 14 du mois de Nisan, se séparant en cela de la chrétienté occidentale.

Cette résistance devint le symbole d'un certain refus de s'écarter des habitudes ritualisées : elle méconnaît et fort le bouillonnant pape Victor I<sup>er</sup> que celui-ci décida d'exclure de la communion les Eglises d'Asie ; il fit savoir à l'ensemble des évêques.

Saint Irénée entre alors en scène. Il ne pouvait supporter l'idée que les Eglises mères d'Asie fussent ainsi rejetées. Dans une lettre au pape, il lui fit remarquer que ses pré-

decesseurs avaient fait preuve de moins d'intransigeance. Ainsi Polycarpe, évêque de Smyrne (actuellement dans le sud de la Turquie), avait concédé la messe à Rome avec le pape Anicet malgré leurs « petites différences ».

Le pape Victor I<sup>er</sup> recula devant la détermination de son contradicteur, et c'est ainsi que cette querelle rituelle, qui nous paraît aujourd'hui bien mince, mais qui comportait à l'époque de profondes résonances, ne provoqua pas en schisme entre l'Orient et l'Occident. Grâce au médiateur Irénée — dont les Lyonnais conservent pieusement la mémoire — la chrétienté évita tant bien que mal une rupture qui, au II<sup>e</sup> siècle, ou la rupture se consommait. Neuf siècles de gagnés, l'affaire n'est pas mince !

Les occupants de Saint-Nicolas-du-Chardonnet pourraient prêter saint Irénée — à qui Eusèbe donne le beau nom de « Séquester Paix » (dépouillé de la paix) — de les exaucer... Il est vrai qu'en ces premiers siècles de l'Eglise, les évêques avaient une autre liberté de ton, avec l'évêque de Rome qu'ils l'heure actuelle. — E. F.

## JEUNESSE

Dans une file de pointage

## « Chômeur quand les copains travaillent »

De notre correspondant

Dijon. — C'est vexant de ne pas pouvoir travailler à vingt-deux ans. Cela fait huit mois que je n'ai pas de boulot. Au début, j'avais honte de venir ici. Plus maintenant. Je n'accepte plus la condition de ceux qui changent de retour à la maison. Comme chaque mardi, je suis toujours aux heures creuses pour ne pas faire la queue. Sylvain est venu pointer à l'Agence nationale pour l'emploi de Dijon. Il est parmi les deux mille cinq cent douze jeunes de moins de vingt-cinq ans du département de Côte-d'Or inscrits comme demandeurs d'emploi.

Quatre emplois lui ont été proposés entre septembre et décembre 1976. Trois de candidats pour le premier. « On vous dit », pour le deuxième. « On a déjà trouvé quelqu'un », pour le troisième. Un contrat de trois mois à 1 500 F pour le quatrième. Refusé. « Je connais le piège », explique-t-il, « j'ai déjà signé un contrat semblable pour un travail d'employé de bureau, de livreur et de vendeur. C'est cela ou rien du tout, c'est tout l'employeur. Vous êtes chômeur si ne l'avez pas été auparavant. » Depuis le mois de décembre, Sylvain s'est présenté de sa propre initiative dans trente-deux entreprises dijonnaises. Il a reçu douze réponses négatives. Il pense déjà au recyclage, si l'orientation professionnelle qu'il va rencontrer lui dira si oui ou non, il est en mesure de préparer un diplôme de menuisier ou d'électricien. « Le travail manuel est plus enrichissant au point de vue humain. Il est mieux payé aussi », pense-t-il.

Sylvain a son « brevet » et a fait obtenir le brevet d'études professionnelles d'agent administratif. « Je me suis barré deux mois avant l'examen. Cela ne me convenait pas. On m'avait orienté sans me demander mon avis. » Après cet échec il trouve un poste d'auxiliaire aux P.T.T. à 1 000 francs par mois, puis une place d'employé de bureau dans une usine de la banlieue dijonnaise. « Je me suis fait virer tellement mon chef de service m'en a fait voir. » Il se retrouve chef de chaîne dans une entreprise qui bientôt fait faillite. Nouvel emploi dans une banque comme caissier : « Au bout de six mois, on m'a proposé de faire du démarchage. Le chef de service m'a fait comprendre que la banque avait plutôt besoin de gens qui rapportent, pas d'improductifs comme moi. » Il quitte de son propre gré. Entre-temps, il avait acheté quelques meubles à crédit qu'il rembourse actuellement 320 francs par mois. « Je paie 400 francs de pension à ma mère. J'essaie de tenir avec ce qui me reste, soit 220 \$ F, puis-je la reçois 470 \$ F par quinze jours sur le titre de l'ASSÉD et de l'aide publique. »

Malgré tout, Sylvain reste « optimiste ». « Plutôt que de ne rien faire, je préfère me battre. Heureusement que je me suis lancé dans l'action politique, avec les communistes. Autrement je me serais suicidé ou j'aurais choisi la drogue pour oublier. Ce n'est pas drôle d'être chômeur quand les copains travaillent. Je sens tout de même que je ne suis plus seul certains jours où, par moment, tout semble s'écrouler autour de moi. »

CHARLES MARQUET.

## responsable des ventes d'armes

La police écologiste aux municipales montre à quel point les Français sont inquiets de la dégradation de la nature et de leur environnement.

La priorité au béton, aux moyens de transport les plus bruyants et polluants, les moins efficaces aussi — la voiture dans la ville, le poids lourd, l'avion pour les courtes et moyennes distances, sans oublier les superpanaches — la montée du bruit, le passage de la nature, la destruction des centres urbains, le risque nucléaire, le secret des décisions, voilà pourquoi tant de Français ont tiré le signal d'alarme.

Mais les élections municipales ne sont qu'une étape.

D'autres échéances approchent.

C'est pourquoi de nombreuses associations ont décidé de donner un nouveau départ à leur action et de lancer un vaste mouvement d'ampleur nationale.

Ce mouvement, indépendant des partis, a pour nom S.O.S. Environnement.

Ses fondateurs vous appellent à les rejoindre. Agir avec eux. A donner aussi votre soutien financier. C'est urgent. Vous savez bien que les milliards ne sont pas de notre côté...

Jean Claude DELARUE  
Bureau de liaison  
des Associations de défense de l'environnement

Adhésions : S.O.S.-Environnement, 25, rue de Bourg-Blanc, 75004 Paris.

## S.O.S. ENVIRONNEMENT

La police écologiste aux municipales montre à quel point les Français sont inquiets de la dégradation de la nature et de leur environnement.

La priorité au béton, aux moyens de transport les plus bruyants et polluants, les moins efficaces aussi — la voiture dans la ville, le poids lourd, l'avion pour les courtes et moyennes distances, sans oublier les superpanaches — la montée du bruit, le passage de la nature, la destruction des centres urbains, le risque nucléaire, le secret des décisions, voilà pourquoi tant de Français ont tiré le signal d'alarme.

Mais les élections municipales ne sont qu'une étape.

D'autres échéances approchent.

C'est pourquoi de nombreuses associations ont décidé de donner un nouveau départ à leur action et de lancer un vaste mouvement d'ampleur nationale.

Ce mouvement, indépendant des partis, a pour nom S.O.S. Environnement.

Ses fondateurs vous appellent à les rejoindre. Agir avec eux. A donner aussi votre soutien financier. C'est urgent. Vous savez bien que les milliards ne sont pas de notre côté...

Jean Claude DELARUE  
Bureau de liaison  
des Associations de défense de l'environnement

Adhésions : S.O.S.-Environnement, 25, rue de Bourg-Blanc, 75004 Paris.

مكتبة من الأصل



Cote Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Signature \_\_\_\_\_  
 Délai de livraison 628 semaines.  
 Toutes les demandes de souscription sont sujettes à l'acceptation du Médailleur.  
 Offre uniquement valable en France métropolitaine, Corse et Principauté de Monaco.  
 LE MÉDAILLEUR, 64 rue du Faubourg Saint-Denis, 75001 Paris



## théâtres

**PEINTURES  
ARTICULEES**

**6 RUE  
COSSONNERIE  
HALLES**

**1.a danse**  
Faisais des congrès : Ballet du Théâtre Bolchoï (Spartacus, sam. et dim., 20 h. 30; soirée Prokofiev, dim., 14 h. 30).  
Gaîté-Montparnasse: Nom ou prénom (Compagnie du Four solaire) (sam. et dim., 18 h. 30).  
Montparnasse : Ballet gitan Mario Maya (sam., 21 h.).

cinémas

**1.e music-hall**  
 Bobino : Gilles Vigneault (sam.  
 21 h. : dim. 17 h.).  
 Bouffes-Parisiens : les Frères Jolivet  
 (sam. 21 h.).  
 Le Palace : Dai Croquettes (sam.  
 20 h. 30, dernière).

OR) SERAFINA, film Italian  
d'Albino Latuada (?) ; v.o. :  
Quintella, 5° (323-35-40), 14-  
Julliet - Parnasse, 5° (386-  
38-00) ; Elysee-Lincoln, 8°  
(350-36-14) ; v.f. : Omnia, 2°  
(223-38-36) ; Saint-Lazare-Pas-  
quier, 8° (287-35-43).

Chénobios-Opéra, 9<sup>e</sup> (770-01-90),  
Liberté, 12<sup>e</sup> (343-01-97), U. G. C.-  
Gobelin, 13<sup>e</sup> (351-05-19), Mistrat,  
14<sup>e</sup> (539-52-43), Grand-Pavils, 15<sup>e</sup>  
(551-44-58), Murat, 16<sup>e</sup> (238-99-75).  
UN TUEUR DANS LA FOULE (A.  
v.o.) (\*\*): Cluny-Palace, 5<sup>e</sup> (033-07-  
76), Marignan, 8<sup>e</sup> (359-62-82); v.f.:  
Gauzmont-Opéra, 9<sup>e</sup> (073-05-48),  
Maxville, 10<sup>e</sup> (770-72-36), Nations,  
12<sup>e</sup> (343-04-07), Fauvette, 13<sup>e</sup> (331-

[illegible]

100

\_\_\_\_\_

Comme le Canada, l'Australie de l'Ouest et l'Autriche sont plus rousseurs de bâti leur propre industrie cinématographique que l'Angleterre Hollywood. Ces pays forment à ce que leurs ressortissants participent aux films réalisés sur leur sol.

« Ici Stephen Grever, qui ajoute : « Du point de vue des producteurs américains, le système a d'autres inconvénients. Les paysages d'Europe ou du Canada ne sont pas adaptés aux besoins des réalisateurs américains. Les studios et les personnels techniques, en Autriche... au Canada, ne sont pas comparables à ceux d'Hollywood. L'hiver canadien rend difficiles les tournages en extérieur ».

Certains producteurs font valoir cependant un avantage. M. Zev Braun, qui produit Angela avec Sophia Loren, dit qu'il économisera un million de dollars, car les salaires canadiens n'atteignent que 65 % du niveau des salaires américains.















## Une communauté moderne fraternelle et exemplaire

(Suite de la 13.)

ont pu être créés dans des communes rurales grâce à des subventions accordées à des communes, pour faciliter l'installation d'industries. Quarante-vingt-dix emplois ont été trouvés pour des jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion.

Il ne s'agit là, bien entendu, que d'un début et d'une expérience, mais cette expérience

**Des emplois**

**pour les ruraux**

Le créancier d'emplois au milieu rural ne paraît une priorité absolue. La grande erreur des années cinquante a été la création massive d'emplois dans les zones urbaines ou péri-urbaines. Ce qui a conduit à de nombreuses déconvenues. Ce partout où nous avons pu aller, des centaines d'entreprises de petites dimensions — jusqu'à nos salaires, pour ceux qui ont de la grandeur, — nous n'avons pratiquement

Cependant, l'efficacité de nos  
lois est limitée  
par de nombreux obstacles d'or-  
dres administratifs. Il ne se pou-  
rait former que les entreprises, se qui  
nous prive de moyens directs,  
qui, dans beaucoup de cas, se-  
raient seuls de nature à résoudre  
nos problèmes.

Le service du premier emploi  
des jeunes qui a été créé au  
Ministère de l'Éducation, a

beaucoup d'espoir, et tout permet de penser que ces espoirs ne sont pas déçus. Certes, nous sommes au début du fonctionnement, et rien n'est encore définitivement acquis, mais l'utilité de cette loi est tellement évidente que nous pourrions plus faire machine en arrière. Il n'est pas possible que dans notre société moderne, les jeunes n'ob-

entier dans la vie dite  
par la classe chômeuse.  
Notre service, qui a pour ob-  
jet de faire tout jeune  
trouvant un emploi, a, au  
même temps, le souci de mettre  
à disposition non pas un em-  
ploi, mais un ensemble d'in-  
struments permettant, après expé-  
rience concrète, de réaliser des  
projets vocationnels.

Donc cette expérience se pour-  
suit et se poursuit. Il est l'objet  
d'une expérience politique.

me en a pu le dire, ni je n'en ai pas que l'on puisse affirmer qu'elle s'en fasse un nom la seule majorité. Il s'agit de l'expérience régionale, Rhône-Alpes, qui peut être une véritable expérience politique telle que nous avons la liberté de l'imagination et de la manière en œuvre. Ne serait-ce que pour cette raison, le rôle parlementaire à la Commission de l'Europe, et, à travers elle, à l'Assemblée des régions françaises.

## EDGAR FAURE.

sur-Saône vers les Tréfileries  
Confandey. D'autres ont  
été nés dans ces aménage-  
ments à Paris, du département, dont la  
population est plus mar-  
quée à l'ouest. L'un d'eux  
est cours d'eau qui  
ont nés, en l'année dernière,  
dans les mines de métal-  
les qui l'ont enrichi de la  
motrice des crues d'eau.  
tendemain du 10 de Franco-

En 1871, l'arrivée des ouvriers  
entreprises  
l'armature industrielle de la  
Plancher-la-Mines, Ron-  
p, Lure, Melleis, Fauconney,  
Lure. La région a refusé l'implan-  
tation de la centrale  
mécaniques  
qui se sera fait  
d'aujourd'hui une entreprise néo-  
le Peugeot de  
de nombreux  
de Lure, Ronchamp, Viller-

Le secteur, les petites industries métalliques et l'activité de l'exon du charbon à Ronchamp. Le dernier puits fut fermé en 1970. Le textile, autre activité traditionnelle, est en plein déclin. L'annonce d'un plan de recon-

entre départements aboutit à un saupoudrage de compétences qui représente l'inverse de ce que devrait être une politique régionale planifiée et sur une décentralisation.

Il faut en effet répéter que la région doit caractériser une région, c'est qu'elle ait des spécificités et ne soit pas un simple

celles qui seraient de façon. Pour agir dans ce faut moyens. Notre région de pouvoir étudier, en œuvre participer à la réalisation d'une véritable programmation des équipements, évolution. Elle réunira technique nécessaires, comme la décentralisation poussée en loin que possible, en une partie de la discipline.

... partie à la disposition  
... qui n'ont ... capacités  
d'études propres.

Ce rôle ... actuellement ...  
aux services de l'Etat, qui s'en  
acquittent avec dévouement, mal-  
gré qu'ils sont trop souvent jugés ... par  
tits. Un service technique pour  
être mis par ... région ... à dispo-  
sition ... démunies, qui  
garderont ... leur degré d'ap-  
préciation.

Parmi ... priorités, la région ...  
... y ... socialistes, vocation  
... à jouer un rôle ...

réalisation d'une politique pleine  
emploi, l'agence d'indus-  
trialisait dont doit doter  
grâce à son action en  
formation, pourra prévoir l'évo-  
lution l'adaptation de l'appareil  
de production que milliers  
travailleurs trouvent  
emplois  
une proximité acceptable au fur  
à mesure que  
expériences la région a également  
vocation pour préserver le  
humain, maintenir la paix, l'éco-

**Demain**  
au cœur de l'Europe

retourne un exemple : il y a en  
Franche-Comté un conseil  
un conseil régional. C'est un  
région seul intervenir pour  
ensemble régional en soit irrigué.  
de Mont-  
cent  
et représente la pre-  
unité de Franche-  
Comté, il compte aucun établisse-  
ment d'enseignement supérieur, alors  
le plus grand

...il appartient à la région  
 ...à la disparition d'une distor-  
 ...criante, de ... qu'il  
 ...appartient de consacrer le  
 ...maximum d'efforts à faire en  
 ...activités de recherche ori-  
 ...nales se développent  
 ...grandes industries qui font la  
 ...de la Franche-Comté n'ont  
 ...rien apporté à ce genre  
 ...la région ... amener à  
 ...collaborer avec l'université pour  
 ...autres tâches  
 ...de recherches de routine.  
 ...

■■■■ une des caractéristiques  
 ■■■■ Franche-Comté,  
 ■■■■ son caractère européen. Rap-  
 ■■■■ le de M.  
 ■■■■ Wurtemberg  
 ■■■■ quatre siècles, qu'une prin-  
 ■■■■ de Montbéliard a impe-  
 ■■■■ Russie, l'apport  
 ■■■■ population étrangères  
 ■■■■ parle d'Europe a vital  
 ■■■■ développement  
 ■■■■ la guerre 1914 ?  
 ■■■■ cette vocation européenne s'al-  
 ■■■■ chaque jour davantage, à tra-  
 ■■■■ jumelages et échanges

proffra encore par le flux d'hom-  
de marchandises que  
ous va drainer demain,  
ous ainsi, nous, région  
Franche-Comté, devant  
alités Immenses qui  
ous conduire  
ain, au l'Europe,  
immunité moderne, fraternelle et  
mplaire. Combien, de ces  
pectives, paraissent mesquines  
petites querelles rivalités loca-  
d'aujourd'hui. Le projet régional  
aliste pour y mettre

**ANDRÉ BOULLOCHE.**

---

**ents.**  
**en voulons**  
**z-en!**

**Conseil en Publicité**  
ON - TÉL. (81) 81 41 44  
ES - TÉL. (40) 73 82 74  
nts ■ Publicité.

100

[illegible]

... les portes fortes, des vases

... de l'immigration, dans laquelle les  
... à leur population et  
... de qualité. La  
... d'un dossier - un  
... à un travailleur, et enfin  
... de ceux qui ont  
... de la  
... politique de développement  
... sur l'ensemble de  
... du dynamisme  
... la population à augmenter  
... récemment, alors que  
... la France en

... de la région à avoir des  
structures constantes.

Cette année on retrouve au tour  
de la table solide, bien vivante et très  
moderne des structures modernes, un a  
été très vivante avec une indus  
triale qui équilibre par le grand  
nombre d'entreprises, leur implantation  
dans les zones de production traitées.  
C'est le plus souvent d'une taille et  
uniquement encore rural, et ce  
qui favorise la qualité de la  
production, à moins que l'on

tiques de la Haute-Saône. Entre  
 la Saône et de la Dôgne, le  
 recherche des formes et  
 se trouve au travers des formes  
 une nature harmonieuse enco  
 tion comme des entassements  
 des haut-saônoises parfaitement  
 souvent, pratique du ski. Avec  
 le toponyme, le ski ne paraît qu  
 stade de neige qui porte le nom  
 des Belles Filles : là, outre le  
 quifier la randonnée, sans

usine verte ... un

Il n'est certes pas à l'industrie que l'on évoque la Haute-Saône. Pourtant, ce département est ancien et développé et diversifie son apparat. C'est ainsi que l'on trouve en Haute-Saône parfois importantes reprises :

- PEUGEOT avec son magasin mondial de ses modèles de la marque,
- PARISOT premier fabricant européen
- MISCHLER fermetures de bâtiments,
- JOHN DEERE matériel agricole.

**RHONE-POULENC** matériel électronique.  
De nombreuses entreprises de pertes  
disant aussi bien des matériels militaires  
articles de confection féminine, des articles  
de la verrerie d'art, des luminaires de sculpture ou  
navigables ou les loisirs, du matériel agricole  
mécaniques métalliques.

L'existence de centres industriels importants  
départements limitrophes à l'économie  
activité sous-traitance surtout en  
industrielle de haute qualité. L'est du département  
l'accroissement de Lure, par ailleurs il

Une telle diversité qui est un facteur favorable pour l'économie haut-sarnoise, car la Haute-Saône dispose :

- d'une position géographique privilégiée : elle est à 1 h. l'Allemagne à 1 h 30 l'Italie ;
- d'un accès à l'Europe est bien là une réalité ;
- des moyens de communication variés : la Bâle qui met Paris à 3 h ; la Vézère, Paris à 2 h 15 ;
- la possibilité de réaliser, sans encombre, des liaisons et ceux de Belfort et Dole.

Un tissu industriel géographique diversifié, une importante main-d'œuvre féminine, des entreprises qui préfèrent en effet s'installer dans l'Usine Verte, est aussi en Haute-Savoie une réussite.

indemnités de décentralisation  
possibilités de construction d'usines re-

**HMA'S CENTREST**  
CONSEIL EN  
PUBLICITÉ / MARKETING  
**BESANCON**  
25 grande rue. tél. (81) 81.04.45  
**DIJON**  
4, rue de mizande. tél. (80) 32.89.89

**Nous avons 42 clients.  
Cette année nous en voulons  
5 de plus. Profitez-en !**

**Serge Bastien. Agence Conseil en Publicité**  
44 GRANDE-RUE - 25000 BESANÇON - TÉL. (81) 81 41 44  
9 RUE DE LA FOSSE - 44000 NANTES - TÉL. (40) 73 82 74

Publicité ■ Agences Conseils ■ Publicité.



(PUBLICITÉ)

# la haute-saône

département méconnu et pourtant RICHE DE RESSOURCES ET DE REALISATIONS

## harmonie et équilibre

Est-il bien nécessaire pour un Département de figurer parmi ceux dont on parle le plus souvent ? Le silence n'est pas toujours la preuve d'un manque de vitalité et d'absence de goût de vivre. Plus d'un Haut-Saônon ne trouve aucune amertume à l'imprécision avec laquelle on le replace parfois la Haute-Saône sur la carte. Il lui arrive au contraire d'en sourire et de former des vœux pour que cette discrétion relative subsiste comme il souhaiterait que demeurent intacts des avantages dont il a conscience, qu'il sait valoir lorsque c'est nécessaire et qui sont, avant tout, d'équilibre et de

La géographie n'a pas donné à la Haute-Saône de caractéristiques impressionnantes. Mais les paysages sont variés et l'Allemagne, le Luxembourg, la Suisse, l'Italie sont proches. Le département est ce que signifie au cœur de l'Europe et combien ceci peut être un atout pour lui.

Il n'existe en Haute-Saône aucune concentration urbaine importante mais un maillage de communes avec, comme points forts, villages-centres, chefs-lieux de cantons, bien équipés et, au niveau supérieur, villes offrant à leur population et à leur aire d'influence des services de qualité. Le chef-lieu du Département a su élaborer un dossier « ville-moyenne », dont l'originalité a été soulignée, s'articulant autour de la création de lieux urbains nouveaux, la réalisation d'une zone de détente et de loisirs et surtout la conduite d'une politique de développement de cette ville devraient rejaillir sur l'ensemble du Département.

L'une des preuves du dynamisme de la Haute-Saône est que sa population a augmenté de 3,6 % entre les deux derniers recensements, alors que la progression n'a été que de 0,8 % pour la France entière. C'est le seul Département de la région à avoir conservé un taux de croissance constant.

Cette vitalité se retrouve au plan économique. Une agriculture solide, bien vivante et diverse, ayant su se doter de structures modernisées, un secteur des métiers actif, voisinant avec une industrie qui présente une physionomie équilibrée par le grand nombre, la variété de la gamme des entreprises, leur implantation en milieu rural et la gamme des productions traitées. Les aménagements restent le plus souvent d'une taille humaine dans un environnement encore rural, ce qui est autant d'éléments qui favorisent la qualité de la vie.

Un autre atout, à ce titre, est offert par les ressources touristiques de la Haute-Saône. Entre les Vosges et les vallées de la Saône et de l'Ognon, la Haute-Saône offre ce que recherchent désormais les citadins : calme, détente, équilibre au travers des formes variées de loisirs et dans une nature harmonieuse encore préservée de la pollution comme des entassements saisonniers. Les Haut-Saônonnes permettent aussi, et on l'ignore trop souvent, la pratique du ski. Avec parfois un clin d'œil de la toponymie : le ski ne peut être que merveilleux dans un lieu de neige qui porte le nom charmant de « La Planche des Belles Filles ». Là, outre le ski alpin, on peut pratiquer le ski de randonnée, sans effectuer pendant tout le jour, l'effort rencontré que celle d'un chevreuil ou d'une gelinotte...

Pour tout cela, on ne doit donc pas s'étonner que la Haute-Saône regarde l'avenir avec confiance.

Dr. Michel MIROUDOT  
Sénateur  
Président du Conseil Général  
Maire de Villersexel

## l'usine verte... une réalité

On n'est pas à l'industrie que l'on pense d'abord lorsque l'on évoque la Haute-Saône. Pourtant la tradition industrielle de ce département est ancienne et il a su moderniser, développer et diversifier son appareil de production.

C'est ainsi que l'on trouve en Haute-Saône :

- Des unités parfois importantes représentant des « grands noms » : PEUGEOT avec son magasin mondial de pièces détachées pour les motos de la marque, PARISOT premier fabricant européen de meubles, MISCHLER fermetures de bâtiments, JOHN DEERE matériel agricole, THOMSON matériel électronique, RHONE-POULENC panneaux et particules.

De nombreuses entreprises de moyenne ou modeste, produisant aussi bien des vêtements masculins de haute qualité que des articles de confection féminine, des articles de ménage que des verreries d'art, des luminaires de style ou du matériel de bricolage ou des loisirs, du matériel agricole que des constructions métalliques.

L'existence de ces industries importantes situées dans les départements limitrophes a également fait naître une intense activité de sous-traitance surtout spécialisée dans la mécanique de haute qualité. C'est du département, notamment l'arrondissement de Lure, participe d'ailleurs l'activité industrielle de la zone Belfort - Sochaux - Montbéliard.

Une telle diversité qui est un facteur de solidité et d'équilibre pour l'économie haut-saônoise, n'a rien de surprenant car la Haute-Saône dispose de nombreux atouts :

- Une position géographique privilégiée : par la route, la Suisse est à 1 h, l'Allemagne à 1 h 30, l'Italie à 1 h 45. Etre au cœur de l'Europe est bien une réalité.
- Des moyens de communication variés : la ligne S.N.C.F. Paris-Bâle qui passe par Paris à 3 h, la N.19 Paris-Bâle et la N.57 Nancy-Lyon qui se croisent à Vesoul, l'autoroute A36, la réalisation, enfin l'aéroport international de Bâle-Mulhouse à 100 km de Belfort ou de Lure.
- Une main-d'œuvre abondante et qualifiée, en particulier une importante main-d'œuvre féminine et disponible.
- Un tissu industriel géographiquement équilibré : bien que les entreprises ont préféré en effet s'installer en zone rurale et « l'Usine Verte » aussi la Haute-Saône a une réussite.
- Des structures d'accueil adaptées : nombreuses sont les aides financières qui peuvent être proposées :
  - des aides spéciales rurales, en zone d'emploi,
  - la prime de développement régional,
  - des allégements fiscaux,
  - la prime de localisation de certaines activités tertiaires,
  - des aides de déplacement et à la formation de la main-d'œuvre,
  - des indemnités de décentralisation,
  - des possibilités de construction d'usines-relais ou la reprise

de locaux disponibles. De plus les élus locaux, l'administration, les chambres de commerce et d'industrie ont confié au comité d'expansion l'animation du volet « économie qualitative » du dossier ville moyenne du chef-lieu du département. Il s'agit de mener une politique d'innovation au niveau des entreprises existantes et de revitaliser, et par ailleurs de poursuivre les recherches nécessaires pour créer de nouvelles entreprises suscitant de nouveaux entrepreneurs. Il est prévu d'aider les entrepreneurs potentiels, en particulier par la mise en place d'un « comité d'appui » chargé de suivre et d'aider à la réalisation des projets.

## saint-loup-sur-semouse la tradition du meuble

Dans cette région, 1.000 personnes, que ce soit au sein d'entreprises industrielles importantes ou tant qu'artisan individuel se consacrent au travail du bois et produisent un meuble qui va de la qualité la plus courante à la pièce unique sculptée à la main dans le bois de Saint-Loup un centre Européen de cette spécialité.

## un agriculture confiante et vivante

Le dynamisme, l'agriculture haut-saônoise apporte une contribution importante à la vie économique du Département.

A sa fonction traditionnelle s'ajoute d'ailleurs, maintenant, une fonction d'entretien de l'espace rural et d'accueil.

L'agriculture peut tenir un rôle dans la vie du département, c'est parce qu'elle est si moderne.

En effet, les structures agricoles ont évolué au cours des deux dernières décennies, ce qui a entraîné une amélioration sensible de la productivité. La surface moyenne des exploitations agricoles est maintenant de l'ordre de 33 hectares : 25 % ont plus de 50 hectares. Les aménagements réalisés progressivement ont permis de remembrer les 2/3 de la surface agricole utile.

Dans le même temps, le secteur coopératif étendait son domaine d'action et connaissait des regroupements qui, en augmentant son efficacité, contribuaient à une rénovation des techniques de production et à une amélioration des revenus des agriculteurs.

Les grandes productions de la Haute-Saône sont :

**l'emmental**  
Les amateurs de cancoillotte ignorent vraisemblablement qu'il s'agit d'un produit spécifiquement haut-saônois.

Toutefois, sa diffusion très limitée ne peut rivaliser avec celle de l'emmental, production traditionnelle et de qualité. La Haute-Saône en produit annuellement 18.000 tonnes.

**l'élevage**  
L'élevage représente 82 % de la production agricole dans le département pour la production laitière, mais la viande bovine, avec plus de 17.000 tonnes, n'en est pas pour autant négligeable.

**la production céréalière**  
Une récolte annuelle de foin de 2 millions de quintaux permet une collecte totale d'environ 900.000 quintaux (40 % pour le blé, 20 % pour l'orge, 28 % pour le maïs). La Haute-Saône est d'ailleurs le premier département producteur de Franche-Comté.

**la forêt**  
La forêt couvre environ 48 % de la surface totale du Département, ce qui représente un taux de boisement double du moyen français.

Elle permet une production de bois d'œuvre de l'ordre de 300.000 mètres cubes (feuillus et résineux) dont la majeure partie est transformée sur place. A cela il y a lieu d'ajouter un volume un peu inférieur en bois d'industrie.

## fougerolles capitale mondiale du kirsch

Ce sont 30.000 cerisiers et le savoir faire de 23 distillateurs qui ont fait la réputation de Fougerolles qui produit actuellement 300.000 litres d'un kirsch possédant à la fois puissance de parfum et finesse de goût et qui est exporté dans le monde entier.

## un secteur des métiers solide

L'artisanat haut-saônois, c'est 4.000 artisans ou entreprises artisanales, les activités artisanales sont liées au bâtiment, de la mécanique-métaux à l'artisanat, mais également de la menuiserie et de l'ameublement.

Le dernier secteur est le plus caractéristique de la Haute-Saône. Une opération pilote a d'ailleurs été entreprise à partir d'une étude sur les problèmes de bois. Elle consistait en la mise en place d'un centre de production et de commercialisation pour les métiers du bois à FRESSE.

Pour l'ensemble des artisans et des entreprises artisanales sont entreprises afin de les aider, de les conseiller, voire de les former. Ainsi, la chambre des métiers a mis en place une antenne mobile de formation, un bureau de conseil en matière de gestion et un bureau d'études techniques et de promotion du bâtiment.

**du val de saône... aux vosges**  
Les cimes vosgiennes, avec leurs immenses forêts de résineux, aux vallées de la Saône, de l'Ognon et du Rhin, la Haute-Saône offre de nombreuses et variées possibilités de loisirs.

La Haute-Saône est le pays des immenses forêts, reines de la moitié du territoire. C'est également le pays des rivières et des étangs : en effet, plus de mille étangs

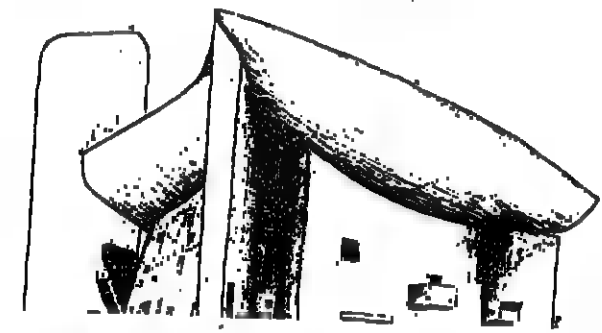
confèrent un attrait supplémentaire et méconnu à la zone vosgienne : ils s'ajoutent à plus de mille kilomètres de cours d'eau pour faire de la Haute-Saône un lieu privilégié pour la pêche, le canotage et le tourisme nautique.

Les promenades en forêt peuvent aussi bien attirer le fait des amateurs de randonnées que des passionnés d'équitation qui trouvent à leur disposition huit centres hippiques et 700 kilomètres de pistes cavalières.

## luxeuil les bains ville thermale

Le thermalisme y a une très ancienne tradition puisque les Romains appréciaient les bienfaits de ses eaux. Cette réputation de station dépasse aujourd'hui les limites de la France.

Parmi les richesses du patrimoine architectural artistique de la Haute-Saône figurent en particulier les châteaux du XVIème et XVIIème siècles de Flain et Ray-sur-Saône ainsi que celui de Champflite, ce dernier abrite un musée original et tout fait exceptionnel qui redonne aux arts et à la Franche-Comté.



La Chapelle Notre-Dame du Haut à Ronchamp, œuvre de Le Corbusier, réalisée en 1955, reçoit chaque année plus de 300.000 visiteurs venus de tous les continents.

Parmi les manifestations, le festival des Hauts-de-France à Luxeuil-les-Bains et le spectacle « Son et Lumière » à Pesmes attirent chaque année de nombreux spectateurs dans ces lieux qui sont avec Gray et Vesoul, des lieux d'art.

De leur côté, les artisans, et parmi eux les artisans d'art, accueillent les touristes dans leurs ateliers notamment à l'occasion de journées « portes ouvertes » liées à l'organisation de festivités locales qui se déroulent chaque année à Fondremand, Villers-sur-Saône et Equevilley.

La verrerie de Passavant-la-Rochère est la plus ancienne de France et les artisans souffleurs de verre y travaillent encore. Elle accueille plus de 10.000 visiteurs par an auxquels il convient d'ajouter 16.000 visiteurs de la galerie d'art contemporain, intégrée dans ses locaux.

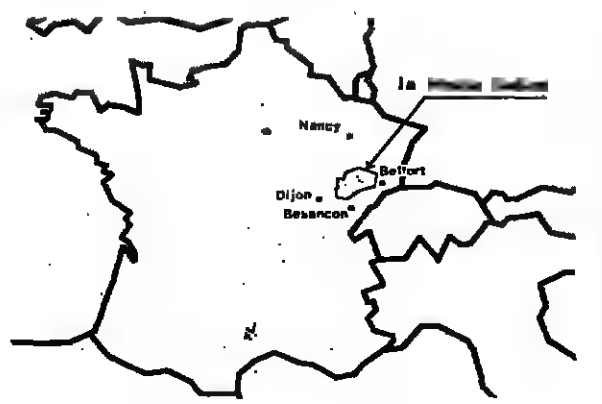
En définitive, la Haute-Saône apparaît comme la région rêvée pour un tourisme tranquille et campagnard permettant un retour à la nature. C'est la terre d'origine des gites ruraux et du camping à la ferme dans des villages accueillants où certains ont obtenus des récompenses nationales aux concours des villages fleuris.

## quelques chiffres

- 5.770 km<sup>2</sup>
- 222 188 habitants
- 5 villes : Vesoul, Luxeuil, Gray, Lure, Héricourt
- 544 communes
- Population active : 81.000 personnes dont
  - secteur primaire : 17 000
  - secteur secondaire : 36 000
  - secteur tertiaire : 28 000
- Production agricole finale : 540 millions de francs en 1974
- 40 % du territoire en forêts
- 72 établissements industriels de plus de 100 salariés dont 10 plus de 500 salariés
- 4 000 artisans
- 2 350 commerces dont plus de 2 000 commerces de détail
- Paris à 3 h par le train

## quelques adresses utiles

- Préfecture de la Haute-Saône : 1, rue de la Préfecture - 70000 VESOUL Tél. 75.20.00
- Chambre des Métiers : 1, rue Victor Hugo - 70000 LURE Tél. 03.51
- Chambre d'Agriculture : 17, Quai Yves Barbier - 70000 VESOUL Tél. 75.29.59
- Chambre de Commerce et d'Industrie de GRAY-VESOUL : 27, Avenue A. Briand - 70000 VESOUL Tél. 75.03.92
- Chambre de Commerce et d'Industrie de LURE : 12, rue Kléber - 70000 LURE, Tél. 2.39
- Comité d'Expansion Economique et de Production de la Haute-Saône : 27, Avenue A. Briand - 70000 VESOUL, Tél. 75.25.73
- Comité Départemental de Tourisme : 12, Place de la Gare - 70000 VESOUL Tél. 75.43.66



havas centrest

Nous avons 42 clients.  
Cette année nous en avons  
5 de plus. Profitez-en !  
Serge Bastien, 2ème Conseiller



























مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



# Alain - Défense d'un « coupable » - Les mots - Souverain Québec

(1) Mary  
(2) [REDACTED]

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Le gérant paritaire des journaux et publications : n° 59437.

**LES FONCTIONNAIRES  
INFORMATIQUES**



## Au Congrès du cinquantenaire de la LICA

## Quand tout finit par un duplex

Modifiant le décret n° 58-389  
du 10 mars 1959 portant statut du  
haut supérieur des Français de  
l'étranger.







SECRET

## LOGEMENT

**A L'OCCASION DE LEUR TRENTE-HUITIÈME CONGRÈS**  
**Les responsables des H.L.M. ont durci leur opposition**  
**aux modalités d'application de la réforme**

« - **continuer** vigoureusement - les **dispositifs** envisagés **sur** les **pouvoirs** publics s'il **est** pas tenu compte **des** **interventions**. M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, qui présidait la **séance** de clôture, a affirmé avec force **sa** volonté **de** concertation avec les responsables du logement social, **de** **rester** prêt à remettre **sur** le chantier l'ensemble **des** **travaux** d'application - il **n'y** a **pas** question que vous passiez **à** nous ; il n'est pas question que nous marchions **sur** eux. »

être logement. ~~Il est~~ donner  
 la possibilité aux ~~seuls~~ ~~associés~~  
 de ~~recevoir~~ mois (le revenus)  
 de ~~la~~ propriétaire grâce  
 à l'attribution de l'APL. ~~est~~ absurde,  
 car ~~il n'y a~~ ~~pas~~ d'impôt d'ou-  
 verture S.M.C. Celle-ci  
 est ~~de~~ ~~10~~ % de la part mensuelle  
 de ~~la~~ ~~rente~~ qu'il faut  
 verser au logement, mais ce ~~montant~~  
 d'apport ~~est~~ resté ~~insuffisant~~,  
 car ~~il n'y a~~ ~~pas~~ d'impôt de cession  
 sur l'apport d'avoir ~~personnel~~  
 apport personnel initial ~~de~~ 100 000  
 à ~~ce~~ ~~taux~~ ~~de~~ ~~10~~ %.  
 Le ~~montant~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~part~~  
 de ~~la~~ S.M.C. qui se ~~transfère~~  
 inévitablement ~~est~~ l'amélioration  
 de la qualité ~~des~~ logements.

loyers, en principe compensée par le plus défavorisé par le montant de l'A.P.L. (il ne non plus ~~uniquement~~ Par exemple, dans le Nord, un couple gagnant 2 800 F par mois et habitant un très petit ou très grand pas l'A.P.L. paie avec son loyer passer de 493 F à 535 F (+ 10 %).

insupportables, de **plus** augmentations conduiront les « **mecs** » à **quitter** les immeubles **bourgeois** et à **quitter** ce qui, selon la formule d'un **progressiste** **accablé** d'une **marque** **socialiste** **présente**, est **ce** **chacun** **rejette** **aujourd'hui**.

Encore la **dérivation** du **seul** **au-delà** **chaque** **on** **est** **considéré** **comme** **un** **travailleur** **pour** **passer** **d'A.P.L.** **est-elle** **on** **l'a** **révisé** **l'été** **passé** **Tout** **au** **long** **de** **l'été** **réalisé** **un** **travail** **en** **volonté** **des** **pouvoirs** **publics** **on** **peut** **toucher** **aux** **salaires** **on** **peut** **lancer** **des** **projets** **on** **peut** **accompagner** **l'épargne** **on** **peut** **accueillir** **des** **travailleurs** **les** **plus** **fortunés** **ne** **rester** **les** **plus** **faibles** **les** **vrais** **privilegiés** **d'une** **société** **qui** **est** **en** **train** **de** **devenir** **une** **société** **à** **la** **mode** **du** **socialisme** **est** **ce** **le** **nom** ?

**JOSEF DOYÈRE.**

## FAITS ET CHIFFRES

## LES DIFFICULTÉS D'UN RAPATRIÉ CHEF D'ENTREPRISE

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

**server notre patron »**


correspondant

Pourtant, M. Laverio a espéré longtemps que l'Etat l'indemniserait. ■■■■■■  
figurent ■■■■■■ de ministres, ■■■■■■  
parlementaires ■■■■■■ même ■■■■■■  
M. Giscard d'Estaing, alors ■■■■■■  
■■■■■■■ présidence ■■■■■■  
République ■■■■■■  
■■■■■■■ 1974, celui-ci ■■■■■■  
■■■■■■■. « Soyez ■■■■■■ que ■■■■■■  
■ ■■ manquera ■■■■■■ ■■■■■■  
■ ■■ ■■■■■■ ■■■■■■ façon ■■■■■■  
■ ■■ ■■■■■■, par ■■■■■■  
moyens ■■■■■■ appropriés, ma ■■■■■■

regard  
catégorie ■ Français qui ■ je  
sais, beaucoup souffrir ■  
■ déçu par ■  
■ non ■  
Laverelo ne ■  
■ Si ■ sais, dit-il,  
je ■ oblige ■ former  
■ Or, je ■ ■  
séparer ■  
gué du ■ ajoute ■  
avons ■ affaire  
patron ■ amènerons ■  
■  
■ n's pas eu  
■ prévu, ■ délégation  
rapatriés ■ Paris ■ Lyon  
est ■ ■ l'entre-  
prise ■ pour Tegucigalpa

industrialisme " En " un  
 fournisseurs " vrais-  
 semblables " au  
 courant " l'organisation d'un  
 voyage " Dijon,  
 "quel " Front  
 avait déjà " "  
 M Dominati n'a-t-il " "  
 " l'on " man-  
 festation " avaient  
 chances " s'arranger " "  
 En attendant, " employés  
 La quasi-totalité  
 d'entre eux travaillent  
 quinze ans " M Lave-  
 ro, " un " pation correct " "  
 Justice " "

CHAPES MARQUES



## Emploi

● Le travail noir a augmenté de 10-20 pour cent en 1974. L'activité « grise » est quatre mille cinq cent avec un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs, soit au moins 2,5 milliards de francs d'activités régionales. Frédéric participent à la fraude fiscale, mais, le travail noir, responsable d'une perte (T.V.A.) de 150 millions par an, coûte par activité de 250 millions par an correspondant à la dépression sociale. Ces chiffres sont en fait des estimations effectuées dans les trois

M. Jacques Chabanol — Le délégué  
 M. Jacques Chabanol en 1976  
 de la région parisienne de  
 la région parisienne écrit  
 le 14 mai 1976, sous le  
 nom de Jacques Chabanol de

Etats-Unis, l'indice des consommations a progressé, soit à un rythme à février, la hausse avait atteint de 0,8 %.

Quant à la baisse mensuelle, elle s'explique en

● La consommation de produits pétroliers

février de près de 10 %

statistiques publiées le

le ministère de l'énergie

demande d'essence a

8,2 % par rapport à

les consommations de

lique et de fuel lourd

respectivement de 14

15,6 %.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## BILLET

LA CECA ET LA CRISE DE LA SIDÉURGIE

### Le bouc émissaire

Représentant un de ses thèmes favoris, M. Michel Debré a vigoureusement mis en cause l'action de la Commission de Bruxelles, lors du débat sur la crise de la sidérurgie à l'Assemblée nationale (le Monde du 22 avril). S'interrogeant sur « la valeur de l'abandon de compétences et de souveraineté décidée il y a vingt-cinq ans », lors de la signature du traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), M. Debré a estimé que cette action avait donné des résultats positifs sur le plan de la concurrence intra européenne, mais que « son bilan était tristement négatif » vis-à-vis des tiers. Aux yeux de l'ancien premier ministre, les hauts fonctionnaires de Bruxelles ont trahi une de leurs grandes missions initiales, qui était de faire face à toutes les crises.

N'est-ce pas faire trop facilement « porter le chapeau » à des hommes qui n'ont pu agir que dans les limites tracées par leurs mandats, à savoir les Etats membres ? Peut-on valablement leur faire reproche de n'avoir pas pris des mesures contraignantes à l'égard des importations d'acier en provenance des pays tiers, notamment le Japon, alors que depuis des mois, l'un au moins des partenaires de la Communauté, l'Allemagne fédérale, pour ne pas le nommer, leur met en permanence des bâtons dans les roues ?

Avant d'être remplacé, à la fin de 1976, par M. Develon, M. Simonet, commissaire à l'énergie et à la sidérurgie, partiellement conscient de l'enjeu et des conséquences d'une crise violente et durable de la sidérurgie, avait fait le tour des capitales des Neuf pour « prendre la température ». Il avait vite constaté qu'à Bonn, comme dans la Ruhr, personne n'était disposé à sacrifier les bénéfices du libre-échange à la protection d'industries sidérurgiques étrangères lourdement handicapées par rapport aux maîtres de forges d'outre-Rhin. Ces derniers, par la voix du président de Thyssen, premier

Est-ce au fait si, parmi les partenaires, certains pouvant se permettre de supporter la crise sans trop de dégâts, alors que d'autres trébuchaient et invoquaient des clauses de sauvegarde aux capitales de provoquer des mesures de rétorsion ? La logique des grands Etats est impitoyable lorsqu'elle est commandée par leurs intérêts. M. Debré le sait bien, qui redoute plus que tout les contraintes de la supranationalité. Dans la cas présent, il n'a pas à se faire de souci : la politique de la Commission, jusqu'à présent, a laissé aux sidérurgies nationales le soin d'assumer leur propre destin qu'en soit le prix.

FRANÇOIS RENARD.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● La société suisse Jacobs A.G. a pris le contrôle total des actifs Jacques Vibre et rachetés au groupe néerlandais Douwe Egberts la participation de 50 % qu'il détenait dans le capital de cette société.

● Boucheries Bernard. — La chaîne des boucheries Matthews Holdings vient d'annoncer la vente d'une partie des intérêts qu'elle détient dans la société française des Boucheries Bernard, réduisant sa participation de 78 à 45 %. Ces actions d'un montant de 7,6 millions de livres sterling, sont rachetées par un groupe d'organismes financiers français, et une compagnie d'assurance. Les autres actionnaires sont le groupe Faribas et des personnes privées.

● Un prêt de 600 millions de dollars va être accordé à l'électricité de France par un groupe de banques internationales ayant pour chef de file le Crédit Lyonnais. Un accord a été signé à Paris le 23 avril entre les différentes parties intéressées. C'est le quatrième emprunt d'EDF sur le marché international en trois ans (300 millions en 1974, 500 millions en 1975 et 500 millions en 1976).

● RECTIFICATIF. — Le déficit du groupe Montedison en 1976 n'a pas été de 350 milliards de francs comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 16 avril, mais de 171 milliards de francs.

### Conflits

● Quatre cent cinquante ouvriers des usines Dassault de Mérignac et de Talence (Gironde) ont envahi vendredi 22 avril la tour de l'hôtel de ville de Bordeaux pour protester contre le refus de leur direction, qui se retranche derrière le plan Barre, l'accorder des augmentations de salaires. Une délégation a été reçue par M. Jacques Chaban-Delmas.

### Etranger

● Aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6 %, soit à un rythme plus lent que les deux mois précédents. En février, la hausse avait été de 1 %, et en janvier, de 0,9 %. Le ralentissement de la hausse des prix alimentaires explique en

grande partie cette amélioration de l'indice. — (A.F.P.)

● La Commission européenne et le Japon ont signé la consultation intergouvernementale sur la promotion des exportations européennes de produits agricoles à destination du Japon. L'accord, signé officiellement à Tokyo samedi 23 avril, les conversations pourraient se dérouler après la fin de la conférence des Nations unies sur le sucre, qui tient actuellement à Genève. — (A.F.P.)

### Emploi

● Le travail noir dans le bâtiment en Ile-de-France représente l'activité d'une entreprise de quatre mille cinq cents personnes avec un chiffre d'affaires minimum de 1 milliard de francs par an, soit au moins 2,5 % du chiffre d'affaires total des entreprises de bâtiment régionales, affirme la Fédération parisienne du bâtiment. Selon cet organisme patronal, le travail noir serait en outre responsable d'une évasion fiscale (T.V.A.) de 150 millions de francs par an, d'une perte pour la collectivité de 250 millions de francs par an correspondant aux charges sociales. Ces chiffres sont avancés en conclusion d'une enquête effectuée dans les trois départements de la petite couronne parisienne par des « commissions de lutte contre le travail noir ».

● Chômage : les estimations de la C.G.T. — La C.G.T. estime à 1 406 166 le nombre de chômeurs au mois de mars, 740 706 bénéficiaient d'une allocation, dont 116 286 de l'allocation supplémentaire d'attente pour licenciement économique (90 %). Selon la C.G.T., les chômeurs indemnisés se répartissent ainsi par source d'allocation : 245 540 indemnisés par l'UNEDIC, 202 487 reçoivent l'aide publique (293 881 bénéficiaient d'un paiement mensuel), 93 193 ont 90 % de leur salaire antérieur et 5 643 bénéficient des allocations du fonds national de l'emploi.

### Energie

● La consommation française de produits pétroliers a baissé en février de près de 10 %, selon des statistiques publiées le 22 mars par le ministère de l'Industrie. Si la demande d'essence a augmenté de 8,2 % par rapport à février 1976, les consommations de fuel domestique et de fuel lourd ont baissé respectivement de 14,1 % et de 18,6 %.

## AGRICULTURE

AVANT LE CONSEIL AGRICOLE DE LUXEMBOURG

### Les organisations professionnelles dénoncent l'attitude de Londres

Les ministres de l'Agriculture des Neuf doivent se réunir, lundi et mardi, à Luxembourg, pour tenter de trouver un compromis sur les prix agricoles européens pour 1977-1978 (le Monde des 29 et 30 mars). Avant la reprise des négociations, qui s'annoncent difficiles en raison de la position britannique, plusieurs organisations professionnelles ont souligné la nécessité d'un accord.

« Tout nouvel abaissement serait intolérable », a affirmé la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.), qui a sévèrement critiqué l'attitude de Londres, cause de l'échec du conseil à la fin du mois de mars. A la suite des propositions figurant dans un rapport présenté à son congrès de Strasbourg sur le mal européen, la F.N.S.E.A. a décidé la

création d'un groupe de travail « chargé de réfléchir (...) sur les méthodes propres à améliorer le fonctionnement de la politique agricole commune ». La Fédération des exploitants s'est également inquiétée de la situation viticole, le gouvernement français étant à nouveau en position difficile à propos de l'application de la réglementation européenne.

La confédération de la coopération agricole (C.F.C.A.) a insisté sur la nécessité d'une amélioration du système des montants compensatoires monétaires — objet d'un mémorandum du gouvernement français — qui constitue une gêne aux exportations françaises.

Le président des industriels laitiers (F.N.I.L.), M. Francis Lepaire, s'est interrogé, quant à lui, sur l'attitude de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun : « Un pays qui n'applique pas pleinement la politique commune, qui s'agisse du tarif extérieur des prix, peut-il participer de plein droit aux décisions de la politique européenne ? A fortiori n'est-il pas anormal qu'il assume la présidence du conseil des ministres et les plus hautes responsabilités de la Commission ? »

● Une centaine d'agriculteurs adhérents au MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) ont occupé — sans incident — vendredi matin 22 avril les locaux de la perception d'Archives (Charente-Maritime). Les manifestants entendaient ainsi protester contre la décision d'opérer des saisies-arrêts à l'encontre d'une vingtaine d'entre eux qui n'ont pas encore payé leurs impôts de 1973. Les agriculteurs ont avancé les locaux dans le calme après que le percepteur ait accepté d'annuler les saisies à condition que les intéressés s'engagent à payer leurs impôts. — (A.F.P.)

### LA C.E.E. EST FAVORABLE A LA CONSTITUTION DE STOCKS DE SUCRE

La négociation d'un nouvel accord international sur le sucre s'est poursuivie le 31 avril à Genève dans le cadre de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Après les Etats-Unis qui se sont prononcés pour la constitution de deux stocks réguliers de 2 millions de tonnes chacun, M. Pierre Malvé, délégué de la C.E.E., a indiqué que « le système des quotas d'exportation donne aux pays exportateurs l'illusion de la sécurité » et qu'en fin de compte « il se révèle désavantageux et d'une application difficile ».

La Communauté européenne est favorable à la constitution de stocks dont les volumes seraient coordonnés sur le plan international en fonction de l'évolution des cours.

Le Canada a pris une position inverse, se déclarant favorable à des quotas de sucre. De son côté, Cuba avait proposé la venue d'un plan d'un cours-plafond pour le sucre (15 et 25 cents la livre). Cette fourchette de cours pourrait être ajustée en fonction de l'inflation mondiale et des variations des cours du dollar. — (Reuters, A.F.P.)

(Publicité)  
PRÉFECTURE DE L'ISÈRE (2<sup>e</sup> DIRECTION - 6<sup>e</sup> BUREAU)  
PRÉFECTURES DE LA LOIRE ET DE L'ARDÈCHE  
Projet de construction d'une centrale nucléaire à SAINT-ALBAN-DU-RHÔNE et SAINT-MAURICE-L'EXIL (Isère)

### AVIS D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE

MM. les Préfets des départements de l'Isère, de la Loire et de l'Ardèche font connaître qu'il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique du projet présenté par Electricité de France (Service National), en vue de la construction d'une centrale nucléaire sur le territoire des communes de Saint-Alban-du-Rhône et de Saint-Maurice-l'Exil, dans le département de l'Isère.

Une commission d'enquête comprenant :  
— M. WELTI Marcel, Directeur Général des Services techniques de la Ville de Grenoble, en retraite, Président ;  
— M. FADY Pierre, géomètre expert ;  
— M. MIRASSOU Georges, Ingénieur Civil des mines, en retraite ;  
est désignée et siégera à la Préfecture de l'Isère (nonobstant les audiences qui sont prévues en fin d'enquête à la Sous-Préfecture de VIENNE).

Le dossier du projet restera déposé à la Préfecture de l'Isère pendant deux mois consécutifs, du 2 mai au 1<sup>er</sup> juillet 1977 inclusivement, pour être communiqué sans déplacement pendant cette période et durant les heures normales d'ouverture des bureaux, aux personnes qui voudraient en prendre connaissance.

Un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Président de la commission d'enquête ou l'un des membres de celle-ci, sera ouvert par M. le Préfet de l'Isère et déposé pendant le même temps et au même lieu pour recevoir les observations du public auxquelles pourront donner lieu le projet.

Pendant la durée de l'enquête, des exemplaires du dossier du projet et des registres subsidiaires d'enquête à feuillets non mobiles, seront également déposés :  
1) Dans le département de l'Isère : à la Sous-Préfecture de Vienne ainsi qu'en maires de Saint-Alban-du-Rhône, Saint-Maurice-l'Exil, Saint-Clair-du-Rhône, Les Roches-de-Condrieu, Saint-Prim, Aubervilliers-sur-Varèze, Clonas-sur-Varèze, Roussillon et Le Péage-de-Roussillon ;  
2) Dans le département de la Loire : à la Préfecture de Saint-Etienne et en maires de Chevagny, Saint-Michel-du-Rhône, Chuyet, Pélussin, Bessey, Roissy, Mallevall, Lupe, Maclos, Saint-Pierre-de-Bour et Vénin ;  
3) Dans le département de l'Ardèche : à la Sous-Préfecture de Tournon et en maire de Limony.

Les registres subsidiaires, cotés, paraphés et ouverts par les Préfets, Sous-Préfets et maires concernés, seront tenus à la disposition du public pour recevoir ses observations sur le projet :  
— pendant les jours et heures normales d'ouverture des bureaux pour ceux déposés en Préfecture et Sous-Préfectures ;  
— Tous les jours, sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 15 heures à 19 heures pour ceux déposés en maires.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au Président de la commission d'enquête siégeant à la Préfecture de l'Isère, au Préfet de la Loire, aux Sous-Préfets de Vienne et de Tournon ainsi qu'aux maires des communes concernées.

Les membres de la commission d'enquête recevront le public de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures :  
— A la Sous-Préfecture de Vienne les 28 et 29 juin 1977 ;  
— A la Préfecture de l'Isère les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 1977.

Il pourra être pris connaissance des conclusions motivées de la commission d'enquête, qui seront déposées un mois environ après la clôture de l'enquête, dans les Préfectures de l'Isère, de la Loire et de l'Ardèche, dans les Sous-Préfectures de Vienne et de Tournon ainsi que dans les maires des communes concernées.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### L'ORÉAL

En 1976, le chiffre d'affaires consolidé du groupe L'Oréal s'est élevé à 4,220 milliards de francs, en progression de 16 % par rapport à 1975. A données comparables, et notamment après déduction des variations de parités monétaires, la croissance a été de 13,7 %.

Le bénéfice net figurant au bilan consolidé s'est élevé à 155,3 millions de francs, contre 150,8 millions de francs en 1975, soit une augmentation de 3,4 %. Hors plus-value et incidence des provisions pour investissement, le bénéfice net s'élève à 154,3 millions de francs contre 153,3 millions de francs en 1975, soit une croissance de 28,1 %.

Cette progression des bénéfices résulte notamment de l'évolution particulièrement satisfaisante de la plupart des filiales étrangères.

Le bénéfice net consolidé, part du groupe, s'est élevé à 88,31 F par action (trois actions convertibles en obligations convertibles) contre 83,15 en 1975, au taux de 39 %.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 24 juin 1977, de porter le dividende de 10 F à 10,50 F (non compris un avoir fiscal de 0,525 F), soit une augmentation de 5,50 % conforme aux recommandations gouvernementales.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 1977 s'est élevé à 442 millions 804 000 francs, en augmentation de 9 % pour la période correspondante à l'année dernière.

Les bénéfices du premier trimestre 1977, sont en augmentation de 17 % avec 28 388 000 dollars.

### BURROUGHS S.A.

Cette société vient de créer une fondation destinée à promouvoir l'art cinématographique en France.

Cette fondation sera dotée d'un budget de 500 000 francs. L'initiative de cette opération chez Philip Morris revient à M. François Berthelette, directeur de la promotion. Raynaldus, le directeur général de Philip Morris en France est M. Michel Soret.

### PHILIP MORRIS (FRANCE)

(Publicité)  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE  
ENTREPRISE SONATRACH

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'exécution des travaux et la formation dans les domaines du contrôle des coûts de la planification, de la vérification et du contrôle financier dans le cadre de la réalisation à BETHIOUA (Algérie) d'une usine de liquéfaction de gaz naturel.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges du 5-4-77 au 30-4-77 auprès du projet GNL 3 BP 06

Téléphone : 376-455-555  
Téléc : SONALIQ 22038.

Les offres seront transmises dans les formes prescrites par le cahier des charges devant parvenir sous double enveloppe cachetée, portant de façon apparente la mention : « CONFIDENTIEL, NE PAS OUVRIR » avant le 15-5-77 à 17 heures à Monsieur le vice-président Engineering et Développement, 10, rue du Sahara-Hydra, ALGER (ALGÉRIE).

Le soumissionnaire restera lié par son offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de remise de l'offre.

### ENTREPRISE SONATRACH

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour le suivi et le contrôle de la qualité dans les domaines de l'engineering, des approvisionnements de la construction, de la mise en route et de l'inspection, des matériels et équipements en cours de fabrication en vue de la réalisation d'une usine de liquéfaction de gaz naturel — PROJET GNL 3 à BETHIOUA-ARZEW (ALGÉRIE) — qui comprend notamment : 9 unités conçues pour la liquéfaction du gaz naturel et l'extraction du butane et du propane. Des installations de stockage transfert et chargement de GNL, de propane et de butane, un terminal départ à ARZEW.

Le cahier des charges peut être retiré au Projet GNL 3 — B.P. 06 Bethioua (ARZEW) — ALGERIE — Téléc n° 22038 entre le 5-4-1977 et le 30-4-1977.

Les offres placées sous double enveloppe portant la mention « CONFIDENTIEL - NE PAS OUVRIR » doivent parvenir au plus tard le 15-5-77 à 17 heures à Monsieur le vice-président - Engineering et Développement - 10, rue du Sahara - Hydra - ALGER (ALGÉRIE).

Les soumissionnaires resteront liés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

### COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE L'ABENILE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 20 avril 1977 sous la présidence de M. Jack Francoeur, a approuvé les comptes de l'exercice 1976 et le projet de distribution proposé par le conseil d'administration. Le bénéfice net comptable de l'exercice 1976 s'élève à 17 404 507 F contre 17 717 583 F en 1975.

Il sera mis en paiement le 2 mai 1977 un dividende unitaire de 13,30 F qui, augmenté de 0,65 F d'impôt de versement au Trésor (avoir fiscal) représente un revenu global de 12,65 F par action. Au titre de l'exercice précédent, il avait été distribué un dividende unitaire de 12,50 F plus un avoir fiscal de 0,25 F, soit au total 12,75 F.

### ALSTHOM-ATLANTIQUE

### RESULTATS 1976

Le conseil d'administration d'Alsthom Atlantique, au cours de sa séance du 21 avril 1977, a arrêté les comptes de l'exercice 1976, premier exercice de la société après l'absorption par Alsthom des Chantiers de l'Atlantique, intervenue le 30 septembre 1976, avec effet rétroactif du 1<sup>er</sup> janvier de la même année.

L'exercice se solde, après une dotation aux comptes d'amortissement, de 214,6 millions, par un bénéfice de 65,4 millions de francs ; le « cash flow » (résultat net + amortissements) représente 5,3 % des ventes hors taxes de l'exercice.

Le conseil propose à l'assemblée la distribution d'un dividende de 8 F (assorti d'un avoir fiscal de 3 F) à chaque actionnaire possédant le 30 avril 1977 200 actions composant le capital après la fusion avec les Chantiers de l'Atlantique et l'absorption de Brest-Mat.

Le solde du bénéfice sera affecté à raison de 33 millions de francs à la réserve spéciale de l'exercice à long terme et de 19 millions de francs au report à nouveau.

### COMPTON DES ENTREPRENEURS

M. François Derville, président-directeur général de la Société Derville-Chassagnon, a été nommé administrateur de C.D.E. en remplacement de M. Fabiani, décédé.



.....	148
.....	149
.....	150
.....	151
.....	152
.....	153
.....	154
.....	155
.....	156
.....	157
.....	158
.....	159
.....	160
.....	161
.....	162
.....	163
.....	164
.....	165
.....	166
.....	167
.....	168
.....	169
.....	170
.....	171
.....	172
.....	173
.....	174
.....	175
.....	176
.....	177
.....	178
.....	179
.....	180
.....	181
.....	182
.....	183
.....	184
.....	185
.....	186
.....	187
.....	188
.....	189
.....	190
.....	191
.....	192
.....	193
.....	194
.....	195
.....	196
.....	197
.....	198
.....	199
.....	200







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMÉRIQUES  
— ÉTATS-UNIS : M. Carter s'efforce de rassurer ses concitoyens sur les conséquences de son programme énergétique.
- 2-3. ASIE  
— Le Vietnam dans ses après-midi, par P. de Beer.
4. DIPLOMATIE  
— Les problèmes politiques seront évoqués au cours du « sommet économique » de Londres.
- 4-5. EUROPE  
— UNION SOVIÉTIQUE : un secrétaire du comité central d'en prend aux partis communistes qui cherchent la « conciliation avec la bourgeoisie ».
6. AFRIQUE  
— ZAIRE : Washington tiendra compte de la situation des droits de l'homme. Les chefs d'Etat de l'OCAM donnent une nouvelle impulsion à l'organisation.
7. POLITIQUE  
— Questions orales à l'Assemblée nationale et au Sénat.
8. RELIGION  
— L'abbé Decoud-Bourget pourrait accepter d'aller à Jérusalem.
8. JEUNESSE  
— Chômeurs quand les copains travaillent.
9. DÉFENSE  
— Paris défend par une 2<sup>e</sup> D.B.
- 10-11. ARTS ET SPECTACLES  
— CINÉMA : le 7<sup>e</sup> de Normandie Saint-Onge.
12. ÉPINE REGION A L'AUTRE  
— La grève des chômeurs parisiens continue.
12. ÉDUCATION  
— L'industrie et l'enseignement supérieur en quête de communication.

**LE MONDE AUJOURD'HUI**  
PAGES 17 à 34

- Au fil de la semaine : Suite espagnole, par Pierre Vianou-Ponté.
- Lettre de San Agustín, par Denise Alméida.
- Revue des revues, par Yves Fassin.
- La vie du langage, par Jacques Cellard.
- Raoul, raconté et anti-anti-épigraphe, par André Lwoff.
- RADIO-TELEVISION : « Opéra du Cameroun », en concert, si on parle de ceux qui chantent, par Rodolphe Noll.
- Une coproductrice régionale attend les radios locales.

25. JUSTICE  
26-27. LA VIE ÉCONOMIQUE  
ET SOCIALE  
— BILLET : le CECA et la crise de la sidérurgie.  
— AFFAIRES : les difficultés d'un reporter chef d'entreprise.

28-29. LA SEMAINE FINANCIÈRE

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (19 à 22)  
Annonces classées (23) : Carnet (23) : Informations pratiques (23) : Journal officiel (25) : Météorologie (25) : Mots croisés (25)

Le numéro du « Monde » daté 23 avril 1977 a été tiré à 575 297 exemplaires.

**MOLYNEUX**  
5 rue Royale - Paris 8<sup>e</sup>

**SOLDES**

Haute Couture  
et Imperméables

Lundi 25, mardi 26  
mercredi 27 avril  
10 H. à 18 H.  
sans interruption

A B C D E F G

## A TACHING

### Sept mille délégués participent à une conférence sur l'industrie chinoise

De notre correspondant

Pékin. — Sept mille délégués participent à une conférence nationale sur l'industrie, qui s'est ouverte le 20 avril sur les lieux mêmes de l'exploitation pétrolière de Taching, dont le « modèle » doit servir de thème à ses débats.

L'ouverture de la conférence n'a été retardée qu'avec deux jours de retard, vendredi 22 avril, par Chine nouvelle, qui ne donne encore que des informations très fragmentaires sur le déroulement des travaux. Elle indique cependant que la séance inaugurale s'est tenue sous la présidence de M. Hua Guo-feng, qu'ont ouvert cinq autres membres du bureau politique, mais non le maréchal Yan Chien-ying, vice-président du comité central et ministre de la défense, qui n'a pas été vu en public depuis plusieurs semaines.

Le Quotidien du peuple publie, d'autre part, le texte de la courte allocution d'ouverture prononcée par le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, et dont le ton de certaines phrases est particulièrement militant. M. Li Hsien-nien a, en effet, justifié la nécessité d'un rapide développement économique par les impératifs de la défense nationale. « Les deux puissances impérialistes, l'Union soviétique et les États-Unis, accroissent leurs armements, déclarent la préparation de la guerre, et il est inévitable qu'une guerre mondiale éclate un jour, a-t-il déclaré. Les fortes ambitions du révisionnisme soviétique qui veut dominer la Chine ne s'effondrent pas. Nous devons accélérer le rythme du développement industriel, édifier l'économie nationale et renforcer notre État socialiste, fondé sur la dictature du prolétariat ».

Rendant hommage au président Mao, « honneur et bon succès », M. Li Hsien-nien a exprimé sa conviction qu'une situation favorable à un nouveau Grand Bond en avant se dessine en Chine depuis l'élimination de la « bande des quatre ».

Cette conférence aurait dû se réunir dès la fin de 1975, peu de temps après la première conférence nationale sur l'agriculture qui s'était tenue à l'automne. C'est la « bande des quatre », explique-t-on aujourd'hui, qui contraignait à ajourner ce projet. Sans doute l'aggravation de la maladie de Chou En-lai, qui devait mourir dans les premiers jours de l'année.

**Au Liban**  
**L'ARTILLERIE ISRAÏEENNE BOMBARDE LA NOUVEAU DES VILLAGES DU SUD**

Beyrouth (A.F.P.). — Après une dizaine de jours d'accalmie, certains villages du Liban-Sud sont depuis jeudi violemment bombardés par l'artillerie israélienne, déclare vendredi l'Agence palestinienne d'information. Selon Wafa, l'artillerie israélienne bombarde depuis jeudi soir les villages de Taibe et Bou-Talata, à quelque 10 kilomètres de la frontière israélienne.

L'agence Wafa a confirmé d'autre part les informations selon lesquelles la ville de Nabatieh, à une quinzaine de kilomètres de la frontière, et les bourgs voisins ont été violemment bombardés dans la nuit de jeudi à vendredi. C'est à Nabatieh que se trouve le quartier général des forces palestino-progressistes.

« C'est les clauses de l'accord de Caire de 1969 réglementant la présence palestinienne au Liban, déclare-t-on, qui ont été violées par l'armée israélienne, chef du département militaire de l'O.L.P. et dirigeant de la Saïka (organisation palestinienne d'obédience syrienne) ».

À l'issue d'un entretien avec le président Sarkis, M. Mosheon a proclamé la « confiance absolue de la résistance palestinienne dans le régime libanais actuel ».

« La Maison Blanche a précisé, vendredi 22 avril, le calendrier du voyage de M. Carter en Europe. Le président quittera Washington le 5 mai se rendra à New-Castle, dans le nord de l'Angleterre, le 6, puis à Londres, où il rencontrera les dirigeants des pays industrialisés et assistera à la première journée du conseil de l'O.T.A.N. ».

M. Carter fera en outre un bref voyage à Genève le 8 mai, où il doit rencontrer le président syrien Assad, et sera de retour dans la capitale américaine le 10 mai.

« L'attentat perpétré jeudi contre les locaux de l'Organisation au centre de Barcelone a été revendiqué vendredi par les GRAPO (Groupes révolutionnaires antifascistes d'octobre). L'explosion d'une bombe avait par ailleurs détruit les bureaux de la compagnie allemande. L'attentat n'a fait aucune victime ».

## Des questions en suspens

Certes, bien des idées attribuées à M. Teng Hsiao-ping ont déjà trouvé droit de cité : nécessité du développement préalable des forces productives et de l'édification d'une « base matérielle » pour la construction du socialisme ; application de normes et de règlements dans l'industrie ; reprise en main de l'enseignement dans un sens plus classique, plus technique, moins politique.

Autant de problèmes, cependant, restent en suspens. On a pu s'en rendre compte lors des nombreuses conférences provinciales ou sectorielles qui se sont déjà tenues pour préparer la conférence nationale sur l'industrie. La relance des campagnes d'« émulation socialiste » pour améliorer la productivité du travail laisse, par exemple, dans l'ombre la question des stimulants. Officiellement, la notion de « stimulants matériels », appliquée sous forme de primes de rendement ou autres, reste connotée. Mais on insiste beaucoup sur le fait que la rémunération doit varier suivant le travail fourni — « pas d'égalitarisme » — et sur l'objectif de « récompenses rationnelles et méritées ».

De même, en ce qui concerne la politique d'investissement, deux tendances se dessinent. L'une encourage une politique d'« accumu-

## A LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT HUMANITAIRE

### La situation des combattants des guerres de libération

De notre correspondante

Genève. — La troisième commission de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, présidée par M. Hamad Sultan (Égypte), a adopté le 21 avril, par 66 voix contre 2, la résolution sur la situation des combattants des guerres de libération tombés aux mains de l'adversaire, qui devrait bénéficier à condition d'appartenir à un mouvement organisé — des mêmes protections que les prisonniers de guerre (« Le Monde » du 22 avril).

Cette extension du droit humanitaire qui a pour objectif d'empêcher que les partisans ne soient traités en hors-la-loi et jugés pour des crimes de droit commun. Mais cet article, fruit d'un compromis laborieux et ambigu, se prête à toutes sortes d'interprétations et ne prévoit aucun système de contrôle.

Ainsi, un paragraphe de l'article 42 prévoit : « Pour que la protection de la population civile contre les effets des hostilités soit renforcée, les combattants sont tenus de se distinguer de la population civile lorsqu'ils prennent part à une attaque ou à une opération militaire préparatoire d'une attaque. Etant donné toutefois qu'il y a des situations dans les conflits armés où, en raison de la nature des hostilités, un combattant armé ne peut se distinguer de la population civile, il conserve son statut de combattant à condition que, en de telles situations, il porte ses armes ouvertement chaque engagement militaire ».

Un autre paragraphe précise : « Bien que tous les combattants soient tenus de respecter les règles du droit international en application dans les conflits armés, les violations de ces règles ne privent pas un combattant de son droit d'être considéré comme combattant ou, s'il tombe aux pouvoirs d'une partie adverse, de son droit d'être considéré comme prisonnier de guerre ».

Un tel point de vue peut être tenu pour plus militaire et politique qu'humanitaire puisque le représentant de l'O.L.P. a déclaré que l'article s'appliquait non seulement à la situation dans les territoires occupés depuis 1967, mais, a-t-il expliqué, à toute la Palestine qui a été occupée en

1948 : lutter contre l'oppression raciale, contre l'apartheid, a-t-il affirmé en substance, donne dans tous les cas droit au statut de prisonnier de guerre.

Sur quel le délégué d'Israël a posé la question de savoir si ceux qui, au Liban, avaient massacré des enfants et violé des femmes devraient bénéficier de ce même statut. Il est clair qu'il ressort de l'article que tout combattant qui aurait enfreint la convention humanitaire et qui tomberait aux mains de l'adversaire devra être considéré comme un belliciste classique. L'article devra encore être entériné en séance plénière, et pour cela recueillir les deux tiers des voix.

En commission, la France a voté favorablement, comme les pays de l'Est et les pays du tiers-monde. Mais les pays occidentaux se sont montrés extrêmement divisés. Au cours des explications de vote, qui ont duré toute la journée, aucun pays occidental, en dehors de la Roumanie, n'a pris la parole. Le Brésil a expliqué son refus par des motifs juridiques et non politiques.

ISABELLE VICHNIAC.

## A GRENOBLE

### La Bourse du travail est ravagée par une explosion

De notre correspondant

Grenoble. — Une charge explosive d'une très forte puissance a ravagé, dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 avril, vers 2 h 45, la toute nouvelle Bourse du travail de Grenoble, située avenue du Général-de-Gaulle, dans le quartier de la Ville-Neuve de Grenoble-Echirolles. Le bâtiment avait été inauguré par le secrétaire général de la C.G.T., M. Georges Ségué, au mois de février dernier. Il avait coûté 20 millions de francs. La Bourse du travail de Grenoble est équipée de nombreuses salles de conférence et d'un aménagement très moderne. Elle était considérée comme la plus belle de France.

Toute la partie droite de l'édifice a été soufflée, les murs éventrés. La Bourse a été ensuite ravagée par un incendie. Le violence de déflagration fut telle que des blocs de ciment ont été retrouvés à cent mètres à la ronde. « L'attentat a été réalisé par des spécialistes », estiment samedi les services de police.

C'est le local de la C.F.D.T. qui, semble-t-il, était visé. Les responsables de ce syndicat rappellent que depuis plusieurs mois des agressions avaient eu lieu contre leurs locaux, situés rue Berthe-de-Boisieux, notamment en octobre 1976 et en janvier 1977. Les bureaux avaient alors été vides pendant la nuit et du matériel avait été volé. Pour la C.F.D.T., « c'est l'attentat des travailleurs qui était visé samedi ; de même le projet spécifique que la C.F.D.T. met en avant, c'est-à-dire le socialisme autogestionnaire qui remet

en cause la société dans ses structures ». La C.F.D.T. qualifie de « fasciste » cet attentat qui n'a pas encore été revendiqué.

Même si pour l'instant aucun lien ne semble exister entre l'attentat contre la Bourse du travail, celui commis contre l'imprimerie d'extrême gauche, Verité Rhône-Alpes, il y a quelques semaines et l'action de commandos contre le local de l'UNEP (Union nationale des étudiants de France) à Grenoble sur cet « attentat contre le développement de la violence ».

M. Hubert Dubedout, maire de Grenoble, député de l'Isère (P.S.), qui s'est rendu aussitôt sur les lieux de l'attentat, estime que « si les murs et soubassements sont atteints on ne pourra pas remettre les bâtiments en état ».

CLAUDE FRANCILLON.

## La situation en Corse

### UNE CHARGE EXPLOSIVE DÉTRUIT UNE PARTIE DU CLUB MÉDITERRANÉE DE CARGÈSE

Le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a revendiqué l'attentat commis, dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 avril, contre un village de vacances du Club Méditerranée, situé à Cargèse, au nord d'Ajaccio. Deux charges explosives de forte puissance ont soufflé dix hangars.

Dans la nuit du 22 au 23, toujours à Cargèse, le café Marbeur, appartenant à M. André Mattei, militant autonomiste qui avait participé à des discussions avec M. Serge Tripano, directeur d'exploitation des clubs méditerranéens, a été gravement endommagé par une charge d'explosif. Cet attentat — certains parlent d'un contre-attentat — n'a pas été revendiqué.

Samedi matin, le bruit a couru en Corse qu'après cet attentat qui fait suite aux nombreux conflits qui ont agité ces derniers jours les autonomistes à plusieurs responsables de centres de vacances, le Club Méditerranée s'apprêtait à fermer ses villas de Corse.

M. Gilbert Tripano, que nous avons pu joindre, a démenti cette nouvelle mais s'est montré réservé sur l'ouverture, cet été, du village de Cargèse.

D'autre part, l'Association des patriotes corses (A.P.C.) — le principal mouvement autonomiste — se réunit en assemblée générale, ce samedi 23 avril, à Morsani-Plage, près de Bastia.

Dans un entretien qu'il a accordé à « Matin de Paris », M. Edmond Simeoni analyse la situation dans l'île : « Les corses sont devenus, hélas, sceptiques. Ils ne croient plus aux grandes idées qui ne se concrétisent pas. C'est pourquoi les autonomistes doivent comprendre que les combats pour le niveau de vie de chacun passent, aujourd'hui, avant les combats d'idées ».

## LA DÉCISION DÉFINITIVE CONCERNANT LE HAUT FOURNEAU DE THIONVILLE SERA PRISE DÉBUT 1978

Des informations contradictoires ayant circulé sur le sort du haut fourneau de Thionville, la direction du groupe Usinor a précisé le 22 avril le communiqué suivant :

« La décision d'arrêter l'acierie et les laminoirs de l'usine de Thionville est confirmée. En ce qui concerne le haut fourneau, cette usine, sera poursuivie et achevée d'ici au 1<sup>er</sup> juillet prochain l'étude déjà en cours sur la possibilité d'écoulement futur de sa fonte dans le cadre du bassin sarro-lorrain ».

« Quelle que soit l'issue de ce débat, la demande des pouvoirs publics, Usinor accepte de renoncer à l'arrêt de ce haut fourneau jusqu'à la fin de 1977 afin de donner plus de temps pour réfléchir à l'implantation d'activités de remplacement ».

« Durant la période de prolongement d'activité de cet appareil, la fonte produite sera coulée en queues ou transformée en demi-produits dans des usines voisines : cette fonte et ces demi-produits seront stockés. »

« Les deux dispositions ci-dessus supposent qu'Usinor trouve, pour ce stockage, des moyens de financement appropriés. »

La dernière phrase de ce communiqué laisse supposer que le groupe Usinor espère un appui financier des pouvoirs publics.

« Un enfant de treize ans est incriminé. Afin de le soustraire à son milieu familial pour réaliser une mesure de placement d'office la semaine prochaine, le juge d'instruction de Lille, M. Charles Carreau, a fait écrouer vendredi 22 avril, à la prison de Loos-Lille (Nord), un jeune garçon de treize ans, auteur, avec son frère de douze ans, de nombreux actes de vandalisme et de cambriolages. Les deux enfants ont déjà fait l'objet de mesures de placement comme leurs six frères et sœurs. Ils portaient sur eux, lors de leur arrestation, la somme de 3 110 F. en partie dérobée à une femme âgée de quatre-vingt-trois ans : mais ils ne savent même pas compter ».

Appare de pétrole  
500 kilomètres carrés  
en mer du Nord

## Le premier ministre du Vietnam est accueilli avec des égards exceptionnels

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

Le premier ministre du Vietnam, Nguyen Thieu, est arrivé à Paris le 22 avril. Il est accueilli avec des égards exceptionnels. Il sera reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et par le Premier ministre, Jacques Chirac.

## LES TROIS DERNIERS RESPONSABLES ÉTRANGERS A ADDIS-ABABA EXPULSÉS

Addis-Abeba (Reuters). — Les trois derniers responsables étrangers à Addis-Abeba ont été expulsés. Il s'agit de deux conseillers américains et d'un conseiller français.

Addis-Abeba (Reuters). — Les trois derniers responsables étrangers à Addis-Abeba ont été expulsés. Il s'agit de deux conseillers américains et d'un conseiller français.

Addis-Abeba (Reuters). — Les trois derniers responsables étrangers à Addis-Abeba ont été expulsés. Il s'agit de deux conseillers américains et d'un conseiller français.

Addis-Abeba (Reuters). — Les trois derniers responsables étrangers à Addis-Abeba ont été expulsés. Il s'agit de deux conseillers américains et d'un conseiller français.

Addis-Abeba (Reuters). — Les trois derniers responsables étrangers à Addis-Abeba ont été expulsés. Il s'agit de deux conseillers américains et d'un conseiller français.

Addis-Abeba (Reuters). — Les trois derniers responsables étrangers à Addis-Abeba ont été expulsés. Il s'agit de deux conseillers américains et d'un conseiller français.